

Janvier 2016

Cette sélection bibliographique est issue de la bibliographie réalisée dans le cadre du colloque « La lutte contre les discriminations dans les contrats de ville », organisé le 26 novembre 2015 par le CNFPT, avec le CGET, Le Défenseur des droits, l'Irdsu, le Réseau RECI.

Elle a été réalisée grâce à la base de données bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI), consultable sur : <http://biblio.reseau-reci.org>

I. Égalité - Citoyenneté

LE PORS Anicet, **La citoyenneté**, Quatrième édition mise à jour, Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2011, 127 p. (Que sais-je).

Résumé : Au sommaire de cet ouvrage qui analyse les différentes facettes de la citoyenneté et son évolution à travers les ans : Les valeurs de la citoyenneté (une conception de l'intérêt général ; un principe d'égalité ; une exigence de responsabilité) ; L'exercice de la citoyenneté (le statut du citoyen ; le citoyen dans la cité ; le citoyen et les institutions) ; La dynamique de la citoyenneté (la crise de la citoyenneté ; les droits du citoyen et les Droits de l'homme ; la citoyenneté dans la mondialisation).

BOUAMAMA Saïd, CORDEIRO Albano, ROUX Michel, **La citoyenneté dans tous ses états. De l'immigration à la nouvelle citoyenneté**, Paris : Edition Ciemi ; Harmattan (L'), 1992, 368 p.

SCHNAPPER Dominique, **La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation**, Paris : Gallimard, 1994, 228 p.

Résumé : La nation moderne est historiquement indissociable de la démocratie et essentiellement opposée au nationalisme. Quel avenir pour une communauté de citoyens, quand les uns se réclament de leurs particularismes ethniques ou de leur identité religieuse, quand les autres confondent leurs devoirs de citoyens avec leurs droits de consommateurs ?

SCHNAPPER Dominique, **La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine**, Paris : Gallimard, 2002, 325 p.

Résumé : Dans le cadre de son séminaire à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'auteur poursuit une réflexion précédemment engagée sur la définition de la République et de la citoyenneté. Cette fois-ci, l'analyse porte sur les effets de la démocratisation, à savoir sur l'extension de l'idée d'égalité et sur ses effets dans tous les domaines de la vie sociale. La dynamique démocratique en question est décrite comme un effet de la présence toujours plus importante de l'État et de l'extension de l'accès aux droits politiques au plus grand nombre. Seulement, des interrogations nouvelles apparaissent lorsque des revendications de droits culturels, contenus d'habitude dans l'espace privé, jaillissent dans l'espace public. En fin de compte, c'est la remise en cause de certaines conditions nécessaires pour "faire société" qui interpelle l'auteur.

WEIL Patrick, **Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution**, Paris : Grasset, 2002, 401 p.

Résumé : Huit ans de recherche ont été nécessaires à l'auteur, Patrick Weil, pour rassembler dans des fonds très divers les sources d'information qui lui ont permis de produire une étude sur l'histoire de la nationalité française. Il y distingue trois grandes étapes de construction. Celles-ci cheminent de l'Ancien régime au Code civil, puis de la période de 1803 à 1889 qui voit le droit du sol s'imposer, à celle de 1889 à 1940 qui donne à la naturalisation une importance considérable. La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse aux crises de la nationalité française, qui commencent sous la politique raciste de Vichy et se perpétuent ensuite dans une période plus proche. Une troisième et dernière

partie étudie la nationalité en comparaison et en pratique, à savoir les droits français et allemand de la nationalité, le cas des Français discriminés et les procédures d'acquisition de la nationalité française.

SCHNAPPER Dominique, **Qu'est-ce que la citoyenneté ?**, Paris : Gallimard, 2000, 309 p.

Résumé : Aujourd'hui à l'heure de l'Europe et des revendications des valeurs du « multiculturalisme » certains évoquent et proposent un renouvellement des contenus de la citoyenneté classique. Utilisé à divers titres le terme de citoyenneté se plie à toutes sortes d'accommodations. Aussi l'auteur, en sociologue qu'elle est, revient aux origines historiques et politiques de ce mot interprété différemment au fil des traditions, depuis l'antiquité jusqu'au temps récent de la modernité politique. Des annexes, extraits de textes de grands auteurs, accompagnent chaque chapitre.

PAUGAM Serge (dir.), **Repenser la solidarité : L'apport des sciences sociales**, Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2007, 980 p. (Le Lien social).

Résumé : Cet ouvrage a été réalisé à partir des huit journées du séminaire coordonné par l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, qui s'est déroulé entre 2005 et 2006.

Au vu des défis auxquels notre société est confrontée (inégalités diverses, discriminations, crise...), cet ouvrage propose de réfléchir à la réévaluation de la solidarité. Regroupant 50 contributeurs, les articles, qui se veulent accessibles pour mieux contribuer au débat démocratique, alimentent la réflexion sur les réformes à envisager pour une politique de réduction des inégalités plus efficace et pour un "maintien du lien social entre les différentes composantes de la société".

II. Laïcité

LAÏCITE - GENERALITES - CONCEPTS...

BAUBEROT Jean, **La laïcité falsifiée**, Paris, La Découverte, 2012, 216 p. (Cahiers libres)

La laïcité est « aujourd'hui brandie comme une oriflamme par la droite dure et par l'extrême droite ». Jean Baubérot diagnostique et analyse l'instrumentalisation actuelle de la laïcité et émet des propositions pour refonder une dynamique laïque. Il montre que, pour promouvoir la laïcité, il faut oser mettre en cause les structures dominantes de la société elle-même. Cet ouvrage propose des éléments de connaissance vulgarisée, des outils de réflexion et d'action.

BAUBEROT Jean, **Histoire de la laïcité en France**, Paris, PUF, 2010, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3571)

Jean Baubérot rend compte des grands débats actuels autour de la notion de laïcité, en retraçant l'histoire de la laïcité en France de 1789 au début du XXI^e siècle. Il rappelle que les objectifs de la laïcité sont la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et l'égalité des droits. "Confrontée aujourd'hui à la mondialisation et à la montée du communautarisme, la notion de laïcité est au cœur des grands débats actuels que cette approche historique met en perspective".

BAUBEROT Jean, **La laïcité en crise : une conquête toujours en devenir**, in *Informations Sociales*, n° 136, déc. 2006, pp. 48-59

L'auteur présente la laïcité comme un idéal et une valeur toujours en mouvement, dont les implications concrètes s'étendent à la vie quotidienne de chacun d'entre nous. Il résume "l'idéal laïque" par trois principes qui constituent son fondement idéal : le respect de la liberté de conscience et de sa pratique collective ; la non-domination de la religion sur l'Etat et sur la société ; L'égalité des religions et des convictions, sur le plan individuel et collectif.

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2006-8-page-48.htm>

BORNE Dominique, **La laïcité : Mémoire et exigences du présent**, in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 917, octobre 2005, 120 p.

Ce dossier revient dans un premier temps sur les fondements de la laïcité française par le biais d'un retour historique. Il interroge ensuite la place de la laïcité dans l'Ecole Républicaine et la manière dont elle est vécue par les enseignants et les élèves. Il montre que face à l'évolution du paysage religieux, la laïcité est confrontée à une nouvelle donne. Pour finir, les auteurs procèdent à une comparaison avec d'autres pays européens, ce qui permettrait peut-être d'élaborer une conception plus ouverte de la laïcité.

CERF Martine, Directeur, HORWITZ Marc, Directeur, **Dictionnaire de la laïcité**, Paris, Armand Colin, 2011, 344 p.

Ce dictionnaire permet de mieux comprendre la laïcité en France et à travers le monde à travers notamment 240 définitions. Il a été dirigé par Martine Cerf et Marc Horwitz, tous deux membres de l'association EGALÉ (Egalité-Laïcité-Europe). Il est le fruit du travail d'une cinquantaine de chercheurs, d'historiens, de sociologues, d'avocats et de journalistes.

Il se veut un "ouvrage engagé, qui défend l'idée que la laïcité est le ciment d'un bien-vivre ensemble et que le principe de séparation des Eglises et de l'Etat fait son chemin en Europe comme dans le monde du XXIème siècle."

CHAMPION Françoise, **La laïcité face aux affirmations identitaires**, in *Sciences Humaines*, hors-série, n° 39, déc. 2002 - janv.févr. 2003, pp. 12-13

L'auteur décrit l'évolution des rapports entre l'Eglise et l'Etat en France, de l'Ancien Régime à nos jours. Alors que la séparation de ces deux entités est aujourd'hui acquise, la laïcité continue à susciter des débats passionnés. "Elle doit, il est vrai, faire face à de nouveaux défis, comme la montée des revendications pour la reconnaissance d'identités communautaires".

Collectif, **Une « laïcité française » ? Non, un jeu des sept familles, selon un sociologue**, in L'Obs, 14 avril 2015

« Comment entretenir "l'esprit du 11 janvier"? En défendant la "laïcité à la française", entend-on de toutes parts. Problème: il n'y a pas de modèle national en la matière, selon le fondateur de la sociologie de la laïcité Jean Baubérot, qui décrit sept familles laïques. »

<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20150414.AFP4794/une-laicite-francaise-non-un-jeu-des-sept-familles-selon-un-sociologue.html>

Collectif, **Laïcités ?** in *EMPAN* - revue de l'ARSEAA (Association régionale pour la sauvegarde de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte.), n° 90, juin 2013, 135 p.

Au nom de la laïcité (en particulier de la neutralité de l'État et de son devoir de protéger l'autonomie individuelle), les pouvoirs publics ne peuvent pas se décharger de la construction de la fraternité et de l'animation du lien social. L'objectif du dossier de ce numéro n'est pas de rallumer ou de souffler sur les braises d'une nouvelle « guerre de la laïcité ». Il souhaite contribuer, modestement et en toute sérénité, à prendre la mesure du fait religieux contemporain mais aussi de la façon dont les professionnels de l'éducatif et du médico-social trouvent des solutions concrètes face à des situations où la laïcité est interrogée. Comment rendre la laïcité porteuse d'émancipation et d'égalité dans l'entreprise, dans la banlieue, dans les services publics, dans les services éducatifs... et partout où le vivre ensemble suppose fraternité ? Comment s'y prendre pour être garant du respect des croyances des personnes accueillies tout en leur donnant les moyens de leur émancipation ? N'est-ce pas là l'un des défis du travail social aujourd'hui ?

Collectif, **Laïcité. Vivre ensemble**, in *Hommes et Libertés*, n° 158, juin 2012

La Ligue des Droits de l'Homme a organisé en février 2012, un séminaire de travail sur les questions de « Laïcité, République et démocratie ». Ce dossier thématique vous propose de partager ces moments de réflexions par le biais des différentes interventions qui ont eu lieu.

La LDH admet que les questions de cohabitation du religieux et du politique, de la coexistence dans l'espace commun et partagé des convictions individuelles et collectives sont problématiques dans les faits. Elle en perçoit bien l'importance et questionne régulièrement sa pratique pour continuer à protéger au quotidien la liberté d'expression et la liberté de conscience.

<http://www.ldh-france.org/sujet/libertes/laicite-22/>

Collectif, **Laïcité**, in *Hommes et Libertés*, n° 143, juillet-août-septembre 2008, pp. 32-57.

Ce dossier revient sur les enjeux politiques, philosophique et culturels de la dimension laïque de la République.

<http://www.ldh-france.org/sujet/libertes/laicite-22/>

Collectif, **Laïcité : les 100 ans d'une idée neuve – II. Culture(s), religion(s) et politique**, in *Hommes et migrations*, n°1259, février-mars 2006, 147 p.

Hommes et migrations, toujours dans sa contribution au Centenaire de la loi de 1905, déclarant la séparation des églises et de l'Etat, présente son second numéro consacré à la laïcité, cette fois-ci dans l'espace public (autre que l'école), du côté de la culture, du politique et du religieux.

Collectif, **Réflexions sur la laïcité**, in *Migrations société*, vol. 16, n° 96, nov.-déc. 2004, pp. 15-216
Ce dossier est consacré à la laïcité. Les interrogations soulevées touchent presque exclusivement le cadre hexagonal. Il est fait état de la problématique du voile islamique, sa genèse, sa valeur de symbole, sa revendication, son traitement journalistique par le biais de l'étude de deux quotidiens nationaux français et aussi de l'extraordinaire charge émotionnelle qui pèse sur le débat. À l'aune de l'anniversaire de la promulgation de la loi française du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, la question de la révision de son contenu est aussi mise en perspective.

Collectif, **Laïcité**, in *Hommes et Libertés*, n° 113-114, mars-juin 2001
La date marquante pour la laïcité, caractérisée par la séparation de l'Église et de l'État, est l'année 1905. À l'aube de son centenaire, cette question suscite et mobilise de nouveaux commentaires, liés bien naturellement aux mutations et aux évolutions de la société. Aussi, près d'une trentaine d'auteurs ont été mobilisés pour à la fois retourner aux origines, aux fondements de la laïcité, et en présenter ou en discuter les différents aspects aujourd'hui. Les défis sont multiples et consistent à distinguer ce qui est "public" de ce qui est "privé".

Collectif, **Intégration et laïcité**, in *Migrations Société*, vol. 12, n° 69-70, mai-août 2000, pp. 37-113
Ce dossier revient sur l'histoire de la laïcité, "élément identitaire de la société française", qui évolue et se transforme d'une manière permanente. En parallèle, il décrypte le lien entre intégration et laïcité. Ainsi, toutes les contributions de ce dossier vont dans le même sens : "la laïcité est et doit demeurer la règle du jeu de l'intégration, dès lors que sont acceptées les obligations de la loi commune et qu'en réciprocité, bien entendu, les droits qu'elle confère sont respectés".

Collectif, **Laïcité mode d'emploi**, in *Hommes et Migrations*, n° 1218, mars-avril 1999, 135 p.
Ce dossier interroge dans les termes et dans les pratiques le concept de laïcité. Après une clarification du concept, sont passés en revue la position des musulmans vis-à-vis de la "laïcité à la française", l'expérience de la laïcité turque dans le monde associatif turc en France, l'approche laïque et citoyenne dans la formation des enseignants d'aujourd'hui, le questionnement sur le foulard islamique et, de manière plus large, sur l'exhibition de signes religieux ostentatoires.

DUCOMTE Jean-Michel, **La laïcité**, Toulouse, Milan, 2001, 63 p.
La laïcité est souvent présentée comme une singularité française. Après avoir rappelé les conditions d'émergence puis de développement de l'idée de laïcité, cet ouvrage s'attache à éclairer les raisons qui en font, plus que jamais, un instrument de concorde sociale.

EL-HAGGAR Nabil, **La laïcité ce précieux concept**, Paris, L'Harmattan, 2008. - 195 p. (Les rendez-vous d'Archimède)

Cet ouvrage reprend avec de nombreuses mises à jour, les travaux présentés lors d'une journée d'étude organisée, en novembre 2005, par l'Espace Culture de l'Université de Lille 1 sur le thème de la laïcité. Il propose un rappel historique de l'émergence du concept de laïcité et en parallèle pointe sa dimension profondément moderne. Il insiste sur "l'urgence de rétablir la laïcité comme pilier de la République" pour lutter contre les communautarismes et le confessionnalisme. Pour se faire, il faut réintroduire au sein de l'école et de l'université, la formation et l'instruction à la laïcité pour les enseignements et leurs élèves.

Mais, pour que l'impact soit réel, il faut avant tout que les politiques portent et défendent ce concept et "n'en tolèrent pas son bafouement". En conclusion, les auteurs démontrent que "la laïcité internationale est une condition de la démocratie mondiale à venir".

HAARSCHER Guy, **La laïcité**, Paris, PUF, 1996, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3129).

L'auteur s'attache à rappeler les grandes dates de la laïcité en France.

Il évoque également les exceptions au droit commun de la laïcité, que sont l'Alsace et la Moselle, et aborde notamment l'affaire du "foulard islamique" et les rapports entre la laïcité et le communautarisme. Il nous présente également la laïcité dans certains pays de l'Union Européenne. Pour finir, il nous propose une analyse du concept de laïcité avec sa complexité et ses paradoxes.

Observatoire de la laïcité, **La laïcité aujourd'hui, note d'orientation de l'Observatoire de la laïcité**, juillet 2014, 9 p.

Ce texte a vocation à éclairer les travaux de l'Observatoire de la laïcité à travers un rappel de l'histoire et des principes juridiques et philosophiques de la laïcité.

<http://www.gouvernement.fr/la-laicite-aujourd-hui-note-d-orientation-de-l-observatoire-de-la-laicite>

PENA-RUIZ Henri, **Culture, cultures, et laïcité**, in *Hommes et Migrations*, n°1259, février-mars 2006, pp. 6-16

La laïcité constitue le meilleur cadre pour accueillir les différences culturelles sans rien concéder à un quelconque pouvoir qui tendrait à remettre en cause la liberté individuelle.

http://www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/782/dossier_1259_dossier_1259_6_16.pdf

PENA-RUIZ Henri, **Laïcité : principes et enjeux actuels**, in *Cités*, n° 18, 2004/2, pp. 63-75

Dans cet article, Henri Pena-Ruiz nous propose une définition synthétique du terme laïcité, "principe de droit politique". Il interroge également la place de la croyance religieuse dans un Etat laïc.

<https://www.cairn.info/revue-cites-2004-2-p-63.htm>

PORTIER Philippe, **L'Etat et la religion en France. Vers une laïcité de la reconnaissance ?** in *Regards sur l'actualité*, n°364, oct. 2010, pp. 35-40

Dans cet entretien, l'auteur rappelle les fondements et la singularité du principe de laïcité en France. Ensuite, il définit la formule "laïcité de reconnaissance" : "concept analytique dont le propre est de décrire, le modèle de régulation de la croyance appliqué en France depuis une quarantaine d'années". La suite de l'entretien revient sur le projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.

http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/libris/3303332603640/3303332603640_EX.pdf

LAÏCITE EN EUROPE ET AILLEURS

AKGÖNÜL Samim, (dir.), **Laïcité en débat : principes et représentations du concept de la laïcité en France et en Turquie**, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008, 335 p.

Ce livre est issu d'un colloque franco-turc qui a eu lieu en mars 2005 à Strasbourg. Il réunit les textes de juristes, historiens, politologues et sociologues qui ont mis en exergue les différentes interprétations et les différents usages du concept de laïcité en France et en Turquie. Ces universitaires confrontent leurs savoirs et interprétations sur la laïcité, pour en dégager le sens et l'évolution, à la fois juridique, mais aussi sociétale et sociale. Il en ressort que la laïcité est avant tout un concept dynamique, dans le temps, car sa signification et son application ont évolué tout au long du 20ème siècle, mais aussi dans l'espace. Ce concept est en effet, en perpétuelle évolution en fonction des contextes politique, historique, sociologique et juridique d'un État.

BAUBEROT Jean, MILOT Micheline, **Laïcités sans frontières**, Paris, Seuil, 2011, 338 p. bibliogr. 27 p. (La couleur des idées)

La laïcité est abordée dans cet ouvrage en tant que "mode d'organisation politique visant la protection de la liberté de conscience et l'égalité entre les citoyens". Les auteurs abordent sous l'angle sociologique les mutations religieuses et laïques en cours dans de nombreuses sociétés. Ils proposent un panorama général de l'histoire de la laïcité dans le monde, ce qui les conduit à dresser une typologie analytique de ce concept. L'impact de la laïcité sur la place des religions dans la sphère publique est présenté, ainsi qu'une clarification des notions de laïcité et de sécularisation. Une périodisation du processus de laïcisation selon trois seuils permet de montrer que celui-ci n'est pas linéaire. Pour finir, les auteurs effectuent un retour critique sur un certain nombre d'"idées reçues" sur la France, souvent présentée comme une référence en matière de laïcité, "pour le meilleur et pour le pire".

BERGER Vincent, **L'impartialité vue de Strasbourg**, in *Agenda interculturel*, n° 287, novembre 2010, pp. 20-21

La Convention européenne des droits de l'Homme ne définit pas ce qu'est la pensée, la conscience ou la religion. Cela laisse aux juges de la Cour européenne de Strasbourg un grand rôle d'interprétation pour les droits qui en découlent. Des droits interdépendants nécessitant une délicate mise en équilibre. Les démocraties européennes ont opté pour des modèles différents : comment la jurisprudence traduit-elle le devoir de neutralité attendu de chaque Etat ? (Présentation éditeur)

MACLURE Jocelyn, TAYLOR Charles, **Laïcité & liberté de conscience**, Paris, La Découverte, 2010, 164 p.

Cet ouvrage propose une analyse conceptuelle des principes constitutifs de la laïcité comme mode de

gouvernance. Il s'appuie sur l'expérience du Québec. Pour les auteurs, les deux grandes finalités de la laïcité sont "le respect de l'égalité morale des individus et la protection de la liberté de conscience et de religion. C'est pourquoi la laïcité doit aujourd'hui se comprendre dans le cadre plus large de la diversité des croyances et des valeurs auxquelles adhèrent les citoyens".

WILLAIME Jean-Paul, **Europe à chacun sa laïcité**, in *Sciences Humaines*, n° 157, février 2005, pp. 18-23

L'auteur évoque plus particulièrement la place de la laïcité en France et dans trois pays importants de l'Union européenne : L'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. Il montre que "dans la diversité des modèles européens, c'est bien souvent la reconnaissance des religions qui est au centre du principe de laïcité".

LAÏCITE AU QUOTIDIEN : COLLECTIVITES LOCALES - FONCTION PUBLIQUE

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), Observatoire de la Laïcité, Ministère de l'intérieur, **Les fondamentaux sur la laïcité et les collectivités territoriales**, Paris, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), 2015, 130 p.

Le rôle des collectivités territoriales dans la gestion des cultes et de la laïcité est "souvent méconnu" et pourtant il est majeur. Les élus locaux et les fonctionnaires territoriaux se doivent de respecter et de faire respecter la liberté religieuse et la laïcité.

Cet ouvrage réalisé par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et l'Observatoire de la laïcité, comporte dix fiches techniques qui abordent les principaux sujets que les collectivités territoriales doivent gérer en lien avec le principe de laïcité : les différents régimes des cultes en France ; le régime des cultes dans les départements d'Alsace-Moselle, la gestion des lieux de cultes et du patrimoine culturel ; les aides publiques aux cultes ; l'espace public et l'ordre public ; l'accès aux équipements et aux services publics ; la gestion des cimetières ; la petite enfance et la santé ; l'école et la jeunesse ; les droits et obligations des agents publics et des élus. Ces fiches sont accompagnées, dans le cadre d'une approche multimédia, de QCM, de vidéos et de clips d'animation numérique. Cet ouvrage comprend aussi de nombreuses ressources : recueil de textes officiels, présentation des principaux rapports publics intervenus sur ce sujet depuis 2000, mise en valeur de quelques documents de références (charte de la laïcité dans les services publics, charte de la laïcité à l'école...).

www.cnfpt.fr/sites/default/files/livret_laicite.pdf

Collectif, **Dossier juridique — La Laïcité**, *La Gazette des Communes*, avril 2015

Inscrite dans la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des Eglises et de l'Etat, la laïcité s'applique au quotidien par les collectivités. Or, son application est souvent compliquée, les collectivités étant en première ligne face aux demandes confessionnelles des administrés et des agents.

<http://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/dossier-juridique-la-laicite>

Collectif, **La Laïcité**, Dossier juridique téléchargeable sur le site internet de la gazette des Communes – mars 2010

Au sommaire : La laïcité ; La pratique des carrés confessionnels ; Les édifices culturels ; Les subventions aux cultes.

<http://infos.lagazettedescommunes.com/905/l'essentiel-la-laicite>

Haut Conseil à l'Intégration (HCI), **Laïcité dans la fonction publique. De la définition du principe à son application pratique – Actes du séminaire des 8 et 9 décembre 2011 au CNAM**, Paris, 2012, La documentation Française, 156 p. (débat)

Cet ouvrage présente les actes d'un séminaire de réflexion, organisé par le HCI avec le concours de plusieurs ministères, les 8 et 9 décembre 2011. Celui-ci était destiné principalement à des cadres de la fonction publique. Ceci en préfiguration de la mise en place d'un vaste plan de formation à destination des personnels des fonctions publiques de l'Etat, hospitalière et territoriales sur la question des modalités concrètes d'application du principe de laïcité.

Observatoire de la laïcité, **Laïcité et collectivités locales**, Paris, Premier ministre, juillet 2015, 9 p.

Face aux difficultés pratiques que rencontrent certains élus et agents publics, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du principe de laïcité dans les collectivités territoriales.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2015/10/charte_laicite_et_collectivites_locales-octobre2015-v3.pdf

ROUQUETTE Rémi, **Cultes, laïcité et collectivités territoriales**, Paris, Le Moniteur, 2007, 375 p. (Coll. Guides juridiques)

Cet ouvrage explique les segments du droit des cultes applicables aux collectivités territoriales. En introduction, il propose un bref historique de ce droit et ses concepts fondamentaux. Il se consacre ensuite à l'étude du droit commun en "France de l'intérieur", c'est-à-dire à : l'interdiction de subventionner les cultes, la neutralité religieuse des personnes publiques, le respect de la liberté religieuse, les lieux de culte publics et privés, la question de l'enseignement privé. Pour finir, il étudie le droit local des cultes en Alsace-Moselle, dans les collectivités non départementales d'outre-mer et en Guyane, territoires où la loi de séparation des Eglises et de l'Etat n'est pas applicable.

LAÏCITE AU QUOTIDIEN : EDUCATION

Collectif, **Les jeunes, le religieux et la laïcité**, in *Les Cahiers dynamiques*, n°54, novembre 2012

La question de la liberté religieuse et de la laïcité revient régulièrement sur le devant de la scène et interroge les professionnels de l'éducation dans leur pratique quotidienne. Cette question réapparue avec l'affaire du « foulard islamique » a suscité de vifs échanges. Un débat public a abouti à la loi du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. Quels ont été ses effets ? Comment les principes de la laïcité et de la liberté religieuse sont-ils déclinés dans les différents établissements éducatifs ? Quelle place la religion, l'agnosticisme ou l'athéisme occupent-ils dans la construction identitaire des jeunes ? (Présentation éditeur)

Collectif, **La laïcité à l'épreuve de la diversité culturelle**, in "Concilier laïcité et diversité culturelle, quels enjeux d'éducation et de société ? Actes du Forum organisé par la Ligue de l'enseignement / Fal 72 et le groupe de Recherche-Action travail social et développement communautaire - Le Mans, 18 mars 2009", pp. 8-12

Dans le cadre des "Semaines d'éducation contre le racisme", cette journée avait pour but d'échanger entre acteurs locaux sur les notions de diversité culturelle, de processus d'ethnicité et de discrimination qui questionneraient les principes de la laïcité et les pratiques éducatives à l'école, mais aussi les actions municipales et associatives en direction des jeunes.

<http://fr.calameo.com/read/00023385032ae881d9b27>

Collectif, **Éducation et religion**, in *Diversité Ville-école-intégration (VEI)*, n°142, septembre 2005, 195 p. Dans ce numéro de la revue *Diversité*, des chercheurs en sciences sociales font part de leurs réflexions sur les questions concernant le retour en force du religieux dans la sphère publique et sur le rôle de l'éducation à cet égard. En France cette question s'est particulièrement manifestée à travers l'école et nombre de revendications se sont élevées sur les lacunes de l'institution et de l'État, notamment dans les quartiers les plus fragilisés. Aussi après quelques développements sur la nature, la place, la composante des religions majoritaires actuelles, les articles s'intéressent à la réalité de leur présence sur le terrain, "dans les quartiers au quotidien". Enfin une dernière partie revient sur le débat engagé à propos de l'enseignement du fait religieux à l'école et sur les formes modernes qu'il serait possible de lui donner.

Collectif, **Laïcité. Les 100 ans d'une idée neuve - I. À l'école**, in *Hommes et migrations*, n°1258, novembre-décembre 2005, 155 p.

Ce numéro de la revue *Hommes et migrations*, est publié en 2005, année du centenaire de la loi concernant la séparation de l'église et de l'État. Il s'intéresse plus particulièrement à la question de la prise en compte de la laïcité à l'école.

<http://www.hommes-et-migrations.fr/index.php?id=2561>

Conférence des Présidents d'Université, **Laïcité et enseignement supérieur : Guide**, septembre 2004, 26 p.

Ce guide à vocation à assister et aider les responsables d'établissements pour éviter non seulement l'apparition et la perpétuation de situations sociales difficiles, mais également le développement de contentieux et les jugements défavorables aux universités et grandes écoles. Il propose un recueil de la réglementation et de la jurisprudence nationale et européenne applicables en matière de laïcité à l'universalité.

<http://www.cpu.fr/wp-content/uploads/2004/09/Laicit%C3%A9.pdf>

Conférence des Présidents d'Université, **La laïcité à l'université - Actes de la Conférences des Présidents d'Université du 19 septembre 2003 à Paris**, 2004, 63 p.

Les Présidents d'Université se retrouvent confrontés au sein de leur établissement à un principe de laïcité de plus en plus fréquemment mis à mal et ils se retrouvent également pour certains désarmés face à des revendications communautaristes, le plus souvent à caractère religieux, d'un genre nouveau. Ce colloque organisé par la Commission "Vie de l'étudiant et questions sociales" de la Conférence des présidents d'Université, souhaitait engager une réflexion relative aux problèmes posés par la nature de ces demandes.

http://www.cpu.fr/wp-content/uploads/2013/09/Actes_Laicite_2003.pdf

DEBRAY Régis, **L'enseignement du fait religieux dans l'école laïque. Rapport à Monsieur le ministre de l'Éducation nationale**, Paris, Ministère de l'Éducation Nationale, 2002, 35 p.

Depuis l'institution de l'école républicaine, le fait religieux divise les Français. Élément de civilisation et lien qui structure l'humanité, il ne peut prétendre toutefois à s'ériger en discipline indépendante. Le rapport présente l'état des lieux de l'enseignement du fait religieux en France et tente de réexaminer la place à attribuer à cet enseignement. Le rapport énonce d'abord les attentes : il s'agit, au nom de la sauvegarde des humanités, de rendre possible la transmission des cultures religieuses. Puis il aborde la question des résistances face à ce qui peut être perçu comme une intrusion du religieux dans la sphère laïque de l'éducation. L'auteur souligne ensuite les contraintes de l'enseignement du fait religieux dont l'efficacité peut être compromise par son irrégularité et par une approche trop banalisée. Le rapport tente de définir par la suite la notion de laïcité républicaine comme liberté de conscience et de culte mais surtout comme liberté d'intelligence, et voit dans l'enseignement du fait religieux une visée démocratique qui se doit d'être davantage équilibrée et distanciée, sans verser dans un scientisme naïf. Enfin, le rapport présente douze propositions.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/024000544.pdf>

LAÏCITE AU QUOTIDIEN : ENTREPRISE

BOUZAR Dounia, BOUZAR Lylia, **Allah a-t-il sa place dans l'entreprise ?** Paris, Edition Albin Michel, 2009, 216 p.

Dans ce livre, les auteures souhaitent dresser un état des lieux sur la gestion de l'islam dans le monde du travail, à partir de leurs recueils de données dans de nombreuses grandes entreprises françaises. Leur étude fait ressortir que la diversité est présente de fait, mais qu'il y aurait "une laïcité à deux vitesses : il y a les musulmans et les autres". L'application de la laïcité par les managers va être différente selon la "catégorie" à laquelle appartient le salarié.

DONNARD Gaëlle, ORIV, **Expression du fait religieux au travail : entre liberté et discrimination**, in *Actualités sur... l'Intégration, la promotion de l'Égalité et la Ville*, n° 71, décembre 2011 - janvier 2012, 4 p.

Si l'ensemble de la société s'est aujourd'hui sécularisé, il n'en demeure pas moins que les demandes d'aménagement liées à des pratiques religieuses (jeûne, prière, port de signes religieux, rites alimentaires, demande d'absence pour fêtes religieuses...) sont présentes dans la société, et notamment dans le cadre du travail.

Aborder l'expression du fait religieux est souvent considéré comme une question "trop piégée et compliquée du fait de sa charge symbolique et politique excessive". Les réponses apportées, ou plus souvent leur absence montrent la confusion et le manque de repères des acteurs sur ce sujet. Ce zoom propose de revenir sur le cadre juridique dans lequel s'inscrivent ces demandes tout en rappelant la complexité de leur application, ainsi que le montre le cas médiatisé de la crèche Babyloop.

http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_soixante_onze.pdf

Haut Conseil à l'intégration (HCI), **Expression religieuse et laïcité dans l'entreprise - Avis**, Paris, HCI, septembre 2011, 24 p.

La République laïque a consacré, depuis 1905, la séparation des Eglises et de l'Etat pour favoriser le "bien vivre ensemble", garantir la liberté de conscience -dont la liberté de culte- et distinguer les espaces publics et privés. C'est cette dernière distinction fondamentale que le HCI a souhaité préciser dans cet avis en différenciant les trois notions suivantes : La sphère publique ; Le domaine privé ; L'espace social.

<http://archives.hci.gouv.fr/IMG/pdf/HCI-Avis-laicite-entreprise-pdf-2.pdf>

Observatoire de la laïcité, **La gestion du fait religieux dans l'entreprise privée**, Paris, Premier Ministre, juillet 2015, 7 p.

Dans le cadre de l'entreprise privée, la prise en compte de la manifestation des convictions en matière religieuse par le salarié suppose de trouver un équilibre entre cette liberté, la liberté des autres et la bonne marche de l'entreprise.

Face aux difficultés pratiques que rencontrent certains professionnels à juger de cet équilibre, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du fait religieux dans le monde du travail.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-joincte/2015/07/gestion_religieux_entreprise prive-juillet2015.pdf

LAÏCITE AU QUOTIDIEN : RELIGION, FAITS RELIGIEUX

Collectif, **La laïcité française : Un modèle unique**, in *Le Monde des religions*, n°22, mars-avril 2007, pp.6-13

Cet article détaille la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat et s'interroge sur sa possible évolution au regard des réalités actuelles. Jean Baubérot et Caroline Fourest donnent leur point de vue sur ce sujet. Les réactions des différentes instances religieuses face aux propositions du rapport Machelon, sont présentées.

Collectif, **Religion, identité et espace public : Actes de la rencontre organisée le 14 décembre 2004 à la Mairie de l'Île-Saint-Denis**, Profession Banlieue, Saint-Denis, 2006, 82 p.

Un phénomène de société récent - la visibilité du religieux dans les espaces publics, notamment dans les territoires où se concentrent des personnes en précarité et immigrées - interroge, voire inquiète l'opinion publique. Cet ouvrage rassemble les comptes rendus d'interventions de plusieurs chercheurs spécialistes de la question, à l'occasion d'une journée thématique. Ils montrent que la sécularisation de la société se confirme avec paradoxalement une visibilité accrue du religieux, y compris radical. Cela serait dû à une remise en question de la modernité comme espace sécurisant, et aux précarités sociales plus prégnantes. Les individus les plus fragiles trouvent dans les croyances une ressource identifiatoire qu'ils ne trouvent plus forcément dans le champ politique, éducatif ou social. Ce phénomène, grossit par les médias et les événements mondiaux, renforce le racisme envers les musulmans notamment.

Collectif, **État, laïcité, religions**, in *Regards sur l'Actualité*, n° 298, février 2004, pp. 1-66.

La revue *Regards sur l'actualité* propose un dossier destiné à porter un éclairage sur les rapports entre l'État, la laïcité et les religions en France. À quelques mois du centième anniversaire de la loi de séparation des églises et de l'État du 9 décembre 1905, un article rappelle les fondements juridiques de la laïcité, tandis que le suivant présente la problématique et les enjeux de la laïcité dans l'enseignement. Puis deux prises de positions bien tranchées sont confrontées, l'une est en faveur d'un aménagement de la loi de 1905, l'autre s'opposant à toute révision. Enfin, il est fait mention du long processus qui a amené la création du Conseil français du culte musulman (CFCM) et des termes dans lesquels il s'est constitué.

DUTHU Françoise, **Le maire et la mosquée. Islam et laïcité en Île-de-France**, Paris, L'Harmattan, 2008, 257 p. (Logiques sociales)

Cet ouvrage présente les résultats d'une enquête menée en 2006 et 2007, dans cinq communes d'Île-de-France : Argenteuil, Bobigny, Créteil, Montreuil-sous-Bois, Rosny-sous-Bois. L'auteur souhaitait analyser les politiques mises en oeuvre par les maires pour traiter des questions liées à la pratique du culte musulman et répondre ainsi à la question suivante : Dans quelle mesure ces politiques ont-elles

trouvé une cohérence dans un pays marqué par l'idéologie républicaine, dans laquelle le concept de laïcité occupe une place centrale ? Tous les sujets relevant de la pratique religieuse au niveau local (organisation de l'Aïd, restauration scolaire, carrés musulmans dans les cimetières...), ont été abordés, avec un zoom particulier sur celui des mosquées, car il structure les relations entre les maires et leurs administrés de confession musulmane. L'auteur a également étudié la façon dont l'action de l'acteur public entrait en interaction avec celle de l'acteur associatif.

Espaces Dialogues, **Actes du colloque : Idéologies, religions : et la démocratie ? Qu'est-ce que la laïcité – Actes du colloque du 5 juin 2010 à Strasbourg**, Strasbourg, Espaces Dialogues, 2011, 67 p.

Ce colloque qui a eu lieu à Strasbourg le 5 juin 2010 souhaitait répondre à deux questions : Comment se situent les religions par rapport au cadre législatif français ? Comment s'articulent aujourd'hui les relations entre l'État et les différentes religions ?

Tous les intervenants se sont accordés, avec des nuances, pour dire que la loi de 1905 dite "séparation des Eglises et de l'Etat" (et ses adaptations ultérieures), maintenant admise par les religions, est d'abord une grande loi de liberté publique avant d'être une loi de séparation. Dans un deuxième temps, les intervenants ont analysé ce qu'est la laïcité en France, son évolution et les efforts permanents nécessaires pour la maintenir et la faire progresser. Une rapide comparaison a été faite avec quelques pays européens et le cas de l'Alsace-Moselle a été abordé.

FIAND Isabelle, Coordinateur; JOVELIN, Emmanuel, Coordinateur, **Le fait religieux**, in *Forum - Revue de la recherche en travail social*, n° 128, juillet 2010, 96 p.

FREGOSI Franck, **L'islam dans la laïcité**, Paris, Fayard, 2008.- 504 p.

Il est possible de « penser l'islam dans la laïcité », telle est la conclusion du livre de Franck Frégosi. L'ouvrage réunit plusieurs domaines qui ont été au centre des recherches de l'auteur : l'organisation et la régulation du culte musulman en France, la formation du personnel religieux, le droit islamique en interaction avec des contextes différents. L'auteur défend une version de la laïcité qui peut se résumer comme « une laïcité juridique empreinte de pragmatisme et de libéralisme, qui aménage les relations entre les cultes et l'État davantage qu'elle n'organise une stricte séparation ».

Haut Conseil à l'Intégration (HCI), **Les défis de l'intégration à l'école et recommandations du Haut Conseil à l'Intégration au Premier Ministre relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République**, Paris, HCI, 2011, 197 p.

Ce rapport comprend deux études distinctes : "relever les défis de l'intégration à l'école" et les recommandations du Haut Conseil à l'intégration relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République. Dans cette dernière, le HCI exprime une réflexion d'ensemble sur les rapports de la religion et de la République.

LAÏCITE AU QUOTIDIEN : SANTE

Collectif, **Santé, religion et laïcité. Actes du Xe colloque du Cercle de formation juridique en droit de la santé** (Aix-en-Provence, 29 novembre 2010), in *Les cahiers de droit de la santé du sud-est*, n° 13, septembre 2011, 330 p.

Le système de santé est tenu à la neutralité religieuse et au respect des croyances. Comment concilier ces deux exigences ? Comment y parvenir avec la diversité religieuse d'aujourd'hui sans introduire une discrimination entre les confessions ? Et tous les soins médicaux sont-ils religieusement neutres ? Le Centre de droit de la santé d'Aix-Marseille esquisse, entre juristes de convictions philosophiques très diverses, des réponses possibles et éclaire ces réflexions à la lumière du droit comparé.

Observatoire de la Laïcité, **Laïcité et gestion du fait religieux dans les établissements publics de santé**, Paris, Premier ministre, 2016, 18 p.

L'hôpital est un lieu d'accueil pour tous, en particulier de populations rendues vulnérables par la maladie aussi bien que par leur place dans la société (personnes âgées, personnes en situation de handicap, etc.).

C'est aussi un lieu où s'exprime toute la richesse du modèle social français et où la notion de service public prend le plus de sens. L'hôpital est un lieu fermé, qui prend en charge des personnes en souffrance, physique ou psychologique. Pour assurer sa mission et garantir un soin de qualité à

chacun, il doit parfois s'intéresser à ce qui relève de l'intime des individus, des familles et des relations humaines.

Après avoir auditionné les acteurs de terrain, l'Observatoire de la laïcité fait le constat de la nécessité de porter à la connaissance des personnels et des patients les règles qui découlent du principe de laïcité. Il constate également un besoin de formations sur les questions de laïcité et de gestion du fait religieux dans le secteur hospitalier. Face aux difficultés pratiques, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du principe de laïcité dans les établissements publics de santé, tant pour les personnels que pour les usagers.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2016/02/laicite_et_gestion_du_fait_religieux_dans_les_etablissements_publics_de_sante_1.pdf

LAÏCITE AU QUOTIDIEN : TRAVAIL SOCIAL

BOUZAR, Dounia, BOUZAR, Lylia, **Laïcité et égalité : pour une posture professionnelle non discriminatoire : Synthèse de la formation-action à l'attention des intervenants socio-éducatifs**, Nantes, RésOvilles, Mars 2015, 76 p., Bibliogr. 5 p.

Cet ouvrage, synthèse de la formation action conduite par Profession Banlieue, RésO Villes et Trajectoire Ressources, est le fruit d'une réflexion collective de professionnels de l'action socio-éducative, qui se sont penchés sur des situations issues de leur expérience. Il ambitionne de partager, avec des collègues ou des élus, des interrogations, des réflexions, des critères et des arguments, afin que la question de la laïcité devienne une compétence professionnelle, ne dépende pas uniquement de la subjectivité de chacun et puisse être portée et travaillée collectivement par des équipes de professionnels. Une laïcité garante de la liberté de chacun, sans discrimination de telle religion ou telle population. (Source : éditeur)

Collectif, **Associations : Faut-il légiférer sur la laïcité ? Débat vidéo**, in *La Gazette santé-social*, n° 96, mai 2013, pp. 6-8

Faut-il légiférer pour faire respecter la laïcité dans les associations recevant des financements publics ? La Gazette Santé-Social a interrogé quatre spécialistes du sujet.

<http://www.gazette-sante-social.fr/5060/associations-faut-il-legiferer-sur-la-laicite-debat-vidéo>

Collectif, **La laïcité à l'épreuve de la diversité culturelle**, in "Concilier laïcité et diversité culturelle, quels enjeux d'éducation et de société ? Actes du Forum organisé par la Ligue de l'enseignement / Fal 72 et le groupe de Recherche-Action travail social et développement communautaire - Le Mans, 18 mars 2009", pp. 8-12

Dans le cadre des "Semaines d'éducation contre le racisme", cette journée avait pour but d'échanger entre acteurs locaux sur les notions de diversité culturelle, de processus d'ethnicité et de discrimination qui questionneraient les principes de la laïcité et les pratiques éducatives à l'école, mais aussi les actions municipales et associatives en direction des jeunes.

DONNARD Gaëlle, ORIV, **Affirmation du pluralisme religieux dans les sociétés contemporaines : nouveau défi pour la laïcité ?**, in *Actualités sur... l'Intégration, la promotion de l'Égalité et la Ville*, n° 75 - mai 2012, 4 p.

Depuis plus d'un an, l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) a engagé différents chantiers de travail autour des questionnements relatifs à la laïcité, notion au centre de nombreux débats de société et souvent méconnue. Dans ce zoom, l'ORIV propose de revenir sur les enjeux sociaux soulevés par "l'affaire" de la crèche Babyloup, qui pose la question récurrente et mouvante de la conciliation entre vivre ensemble et prise en compte de demandes particulières liées à la diversité grandissante de la société française. Comment interpréter ces demandes d'aménagement liées à des pratiques religieuses dans une société sécularisée ? Dans quelle mesure le modèle "français" de laïcité est questionné par ces demandes ? S'agit-il d'étendre l'application du principe de neutralité à l'ensemble des collectifs de travail, y compris ceux relevant du secteur privé ?

http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_soixante_quinze.pdf

FIAND Isabelle, Coordinateur; JOVELIN, Emmanuel, Coordinateur, **Le fait religieux**, in *Forum - Revue de la recherche en travail social*, n° 128, juillet 2010, 96 p.

Ce numéro de la revue « Forum » s'intéresse au fait religieux dans le cadre du travail social. Il questionne le travail social des origines et les positions actuelles de ses acteurs, de la sélection à

l'exercice professionnel en passant par la formation des travailleurs sociaux. Il montre la difficulté à clarifier le lien entre le fait religieux et le travail social, dans un contexte où les délimitations entre les sphères publiques et privées, entre l'Etat et les religions sont incertaines. Un des articles porte sur les identifications religieuses des jeunes issus de l'immigration, et un autre sur les jeunes femmes qui porte le foulard. Un article de Faïza GUELAMINE s'intitule « Former les travailleurs sociaux à la compréhension du fait religieux ».

GUELAMINE Faïza dir., VERBA Daniel dir., **Interventions sociales et faits religieux : les paradoxes des logiques identitaires**, Rennes, Presses de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP), 2014, 249 p.

Cet ouvrage collectif fait suite au colloque de Bobigny, des 22 et 23 avril 2013, consacré aux faits religieux dans le travail social. En effet, depuis plus d'une dizaine d'années, les intervenants sociaux sont confrontés, dans l'exercice de leurs fonctions, à des problématiques religieuses émanant des usagers, mais aussi de leurs propres collègues. Ce colloque rappelait, d'une part, l'importance de mesurer la dimension religieuse dans les constructions identitaires de certains groupes sociaux et, d'autre part, de mieux comprendre les motivations des usagers ou des professionnels et leurs revendications. Une première partie de cet ouvrage rappelle les concepts philosophiques, éthiques et sociologiques au cœur du fait religieux, ainsi que sa dimension historique et anthropologique souvent ignorée ou dévoyée. La deuxième partie balaie, à travers des enquêtes de terrain le champ des différents métiers du social, les institutions dans lesquelles ils sont formés et exercent. Pour finir, la troisième partie explore la question religieuse dans des pays où elle se confond étroitement avec la question sociale.

GUELAMINE Faïza, **Faits religieux et laïcité : le travail social à l'épreuve. Repères pour une pratique professionnelle**, Paris, ESF Editeur, 2014, 125 p. Cet ouvrage démontre qu'articuler travail social, faits religieux et laïcité ne va pas de soi. La première partie de cet ouvrage traite des stratégies individuelles et collectives adoptées par les travailleurs sociaux face à la manifestation de pratiques religieuses émanant des usagers et parfois de leurs propres collègues. La seconde partie de cet ouvrage identifie ce que recouvre la laïcité comme principe politique et dispositif juridique. Elle interroge la manière dont les professionnels du travail social conçoivent la laïcité et la font vivre dans les institutions du secteur socio-éducatif et médico-social.

LAZAROVA Rouja, RICHARD Raphaël, **La laïcité, un combat au quotidien**, in *La Gazette Santé-Sociale*, n° 47, déc. 2008, pp. 22-29

Cet article effectue un détour par l'histoire pour expliquer pourquoi la loi de 1905, sur la séparation des églises et de l'Etat, est plus difficile à mettre en œuvre dans le secteur sanitaire et social que dans d'autres. Ce secteur prend ses racines dans le religieux et cette empreinte est encore très profonde. En complément, ce dossier interroge la prise en compte de la laïcité par les acteurs de la prévention spécialisée et au sein des établissements de santé.

MONY Myriam, **Entre laïcité et diversité, quelles perspectives éducatives pour les jeunes enfants ?** Toulouse, Erès, 2011, 222 p. (1001 BB)

Quelles modalités professionnelles d'action émergent, dans un contexte français en tension entre les valeurs républicaines en référence à la laïcité et les valeurs défendant le respect de la diversité ? Pour y répondre l'auteur interroge notamment la manière dont peut se travailler l'interculturalité dans le processus de formation des professionnels du travail social et tout particulièrement celui des éducateurs de jeunes enfants. Comment au total faire de la diversité une thématique de reconfiguration de la laïcité évitant les enfermements culturels et les replis identitaires ?

Observatoire de la Laïcité, **Laïcité et gestion du fait religieux dans les structures socio-éducatives**, Paris, Premier Ministre, 2014, 12 p.

L'observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les bonnes pratiques et les réponses encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du fait religieux dans le secteur des structures socio-éducatives, tant pour les salariés que pour les usagers. Ceci pour éviter que le fonctionnement et le projet éducatif de ces structures ne soient perturbés ou remis en cause par des revendications à caractère religieux.

<http://www.gouvernement.fr/guide-laicite-et-gestion-du-fait-religieux-dans-les-structures-socio-educatives>

RICHARD Alain, **Rapport sur la loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité**, Paris, Sénat, novembre 2011, 47 p.

RUCHE Claude, **Les acteurs de terrain en recherche de repères laïques**, in *Hommes et Migrations*, n° 1294, novembre-décembre 2011, pp. 68-76

Dans cet article l'auteur revient sur un rapport du Haut conseil à l'Intégration consacré à "l'expression religieuse dans les espaces publics". Il y démontre comment, selon lui, ce texte fournit aux fonctionnaires, aux contractuels de l'Etat, aux acteurs de terrain des éclairages sur le positionnement laïc. Ceci par le biais de douze recommandations qui portent sur la visibilité, la réglementation et l'enseignement de la laïcité.

RAPPORTS PUBLICS

ARNOULT-BRILL Edith, SIMON Gabrielle, **Le fait religieux dans l'entreprise. Avis du Conseil économique, social et environnemental**, Paris Les éditions des journaux officiels, 2013, 84 p.

Cet avis, du Conseil économique, social et environnemental (CESE) porte sur le fait religieux dans le secteur privé des entreprises, des associations et des structures agissant pour le compte des collectivités publiques. Il envisage le fait religieux dans sa globalité, c'est-à-dire en considérant toutes les religions. Le CESE, dans une première partie, rappelle la réalité de la notion de fait religieux dans l'entreprise, tant à partir des règles juridiques applicables qu'à partir des faits et des pratiques rapportés et analysés par les acteurs de terrain et différents observateurs. Dans une deuxième partie, il émet des recommandations visant à faciliter l'accès aux règles de droit en vigueur et à promouvoir de bonnes pratiques s'appuyant sur l'implication des acteurs de l'entreprise.

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2013/2013_25_fait_religieux_entreprise.pdf

BARTOLONE Claude, **Libérer l'engagement des Français et refonder le lien civique**, Paris, 15 avril 2015, 40 p.

Suite aux attentats du début de l'année 2015, le Président de la République a confié au Président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, une mission de réflexion sur « L'engagement citoyen et l'appartenance républicaine ». Le fruit des travaux menés dans le cadre de cette mission a été remis le 15 avril 2015 sous la forme d'un rapport. Il présente soixante et une mesures autour de quatre axes forts : la jeunesse, l'engagement bénévole ou citoyen, l'énergie associative et la rénovation du sens civique.

<http://www2.assemblee-nationale.fr/static/14/mrengagmtrepublicain/mission-engagement-et-appartenance-republicaineVrect.pdf>

Commission nationale consultative des droits de l'homme, **La laïcité aujourd'hui : Rapport d'étape**, Paris CNCDH, déc. 2003, 21 p.

Quelle est la place de la laïcité dans la théorie des droits de l'Homme ? Comment situer les solutions françaises dans un contexte européen et international ? En quoi paraissent-elles aujourd'hui mises à l'épreuve des faits ? Quelles démarches laïques envisager : pratiques, déontologie, clarification ? Autant de questions auxquelles ce rapport, issu de la réflexion de la CNCDH, tente d'apporter les premières réponses.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/034000728.pdf>

Conseil d'Etat, **Rapport public 2004 : jurisprudence et avis de 2003. Un siècle de laïcité**, Paris, La documentation française, mars 2004, 479 p. (Etudes et documents)

Comme chaque année, le Conseil d'Etat publie son rapport d'activité. A celui-ci a été ajoutée cette année un ensemble de considérations concernant le thème de la laïcité. Celle-ci y est abordée sous ses différents aspects, notamment dans ses rapports avec la neutralité, la liberté religieuse et le pluralisme d'autre part. Le Conseil étudie ses modes d'application depuis cent ans en France, en faisant appel notamment à des comparaisons avec des modèles étrangers de séparation du religieux et du politique.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/044000121.pdf>

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, **Laïcité et liberté religieuse – Recueil de textes et de jurisprudence**, Paris, Les éditions des journaux officiels,

octobre 2011, 502 p.

Ce recueil de textes et de jurisprudence a pour objet de faire connaître l'ensemble des règles particulières concernant les principes de laïcité et de liberté religieuse, l'application de la laïcité dans les services publics, l'organisation des cultes et l'exercice des activités religieuses.

Observatoire de la laïcité, BIANCO Jean-Louis, **Rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité 2014-2015**, Paris, Premier Ministre, 2015, 362 p.

L'Observatoire de la laïcité présente son deuxième rapport annuel depuis son installation par le Président de la République le 8 avril 2013. Il le fait dans le contexte particulier qui fait suite aux attentats des 7,8 et 9 janvier qui ont coûté la vie à des personnes en raison de leurs professions (journalistes, policiers) ou de leur religion (juive). Ce rapport revient sur plusieurs avis majeurs adoptés par l'Observatoire au cours de l'année :

- avis sur le régime local des cultes en Alsace et en Moselle,
- avis sur l'article premier du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- avis sur la promotion de la laïcité et du vivre ensemble,
- avis appelant à développer le service civique.

Il propose un nouvel état des lieux du respect du principe de laïcité, sur la base des auditions organisées avec tous les ministres concernés, l'ensemble des représentants des principaux cultes en France, des principales obédiences maçonniques, et des principaux mouvements d'éducation populaire.

D'autres actions concernant l'application du principe de laïcité sont abordées dans le rapport : élaboration de guides pratiques dans les différents secteurs, accompagnement personnalisé auprès des particuliers et des collectivités.

RICHARD Alain, **Rapport sur la loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité**, Paris, Sénat, novembre 2011, 47 p.

<http://www.senat.fr/rap/l11-144/l11-1441.pdf>

STASI Bernard, Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République, **Laïcité et République, rapport au président de la République**, Paris, La Documentation française, 2003, 166 p.

Installée officiellement le 3 juillet 2003, la commission de réflexion portant sur l'application du principe de laïcité dans la République, présidée par Bernard Stasi, a rendu ses conclusions au président de la République le 11 décembre 2003. Après avoir rappelé les conditions historiques de l'apparition de la laïcité ainsi que le principe juridique qui a présidé à son application, la commission présente le résultat des nombreuses auditions effectuées auprès des acteurs concernés ainsi que les conclusions du débat et des comparaisons faites avec l'étranger. Elle réaffirme les principes de la laïcité dans l'école (interdiction des signes "ostensibles") mais aussi dans d'autres secteurs comme l'hôpital ou les prisons et elle insiste également sur la nécessité de garantir le respect de la diversité spirituelle. Ces rappels multiples ne peuvent se solder selon la commission que par l'adoption d'une loi.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/034000725.pdf>

OUTILS

Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté (Adric), **Agir pour la laïcité dans un contexte de diversité culturelle : des idées reçues à une pratique citoyenne : un outil pour analyser et agir**, Paris, Adric, juin 2009, 61 p.

Guide méthodologique de la laïcité, aidant à la fois à clarifier la complexité liée à cette notion (rappels historiques, sens) et à trouver des solutions pour résoudre les conflits rencontrés dans les pratiques professionnelles. Cet outil peut être utilisé par les acteurs sociaux et les élus locaux, entre autres. Des exemples concrets, issus d'expériences de terrain, illustrent les parties théoriques, donnant des réponses ou l'idée de solutions possibles. Les champs d'action concernés sont le travail, l'enseignement, l'accueil et l'accompagnement des publics, la santé, les quartiers, les relations avec les collectivités locales.

BOUZAR Dounia, **Laïcité mode d'emploi. Cadre légal et solutions pratiques : 42 études de cas**, Paris, Eyrolles, octobre 2010, 175 p.

"La laïcité est un système juridique instauré pour que les français puissent tous ensemble avoir un destin commun, avec leurs identités multiples, variées, qui peuvent d'ailleurs évoluer". Au travers de 42 études de cas sur l'application de la laïcité, Dounia Bouzar fait le point sur la loi française et les différentes jurisprudences, dans le secteur public et le secteur privé : à l'école, à l'hôpital, à la cantine, au centre de loisirs, à la piscine, à la mairie, au travail. Surtout, elle donne des solutions concrètes pour aider à s'orienter, en répondant aux questions suivantes : Sur quels critères objectifs se baser pour répondre à une demande ? Comment communiquer sur ce sujet ? Comment concilier libertés individuelles et vivre ensemble ?

SITOGRAPHIE

Assemblée Nationale

Textes de références législatifs et réglementaires...

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/laicite.asp#avoir>

Ceméa, Les Francas, Ligue de l'enseignement

La laïcité à l'usage des éducateurs

<http://www.laicite-educateurs.org/>

La Documentation française

Dossier "La laïcité : débats 100 ans après la loi de 1905"

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/laicite/index.shtml>

Ligue de l'Enseignement - **Commission Islam et Laïcité**

<http://www.islamlaicite.org/>

Observatoire de la laïcité

<http://www.gouvernement.fr/observatoire-de-la-laicite>

Observatoire des Religions et de la Laïcité (Bruxelles)

<http://www.o-re-la.org/>

Le Sceren/CNDP

Dossier "Laïcité, valeur de l'école républicaine"

<http://www2.cndp.fr/laicite/presentation.htm>

Sénat - **Dossier d'information "Laïcité : les débats au Sénat"**

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl03-209.html>

Blog de Jean BAUBEROT

<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-bauberot>

III. Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville

- **Lutte contre les discriminations et politique de la ville**

BEAUCHEMIN Cris (dir.), HAMEL Christelle (dir.), SIMON Patrick (dir.), HERAN François (Préfacer), **Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France**, Paris : Ined éditions, 2015, 622 p., (Grandes enquêtes).

Résumé : Cet ouvrage présente les résultats de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) réalisée auprès de 22000 personnes afin d'avoir des connaissances statistiques de la situation des populations liées à l'immigration, sur la diversité des populations en France, et sur les discriminations. Un des apports majeurs de cet ouvrage est qu'il combine l'approche objective et subjective de la discrimination en étudiant pour la première fois l'expérience du racisme subi. Les contributions sont

organisées autour de cinq parties : diversité des origines et des trajectoires ; l'accès aux ressources scolaires, sociales et professionnelles ; les dynamiques familiales ; discrimination et racisme : la prise en compte des perceptions ; questions d'identités.

BRINBAUM Yaël, GUEGNARD Christine, **Effets du lieu de résidence en ZUS sur les parcours et le sentiment de discrimination des jeunes issus de l'immigration**, Dijon, Institut de Recherche sur l'Education, mai 2015, 13 p. (Les Documents de Travail de l'IREDU 2015/3)

[http://iredu.u-](http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf)

[bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf](http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf)

BUNEL Mathieu, ENE Emilia, L'HORTY Yannick, PETIT Pascale, **Effets de quartier, discrimination territoriale et accès à l'emploi**, Saint-Denis, SGCIV, juin 2013, 52 p. (Les documents de l'ONZUS)
Résumé : Cette étude se fonde sur la méthode du testing pour démontrer le rôle du lieu de résidence dans l'accès à l'emploi, et plus précisément pour l'accès à un entretien d'embauche. Afin de déterminer s'il existe une discrimination au lieu de résidence, et donc de tester la réputation d'un département, d'une commune puis qu'un quartier, l'expérimentation s'est limitée à six quartiers de Paris et Seine-Saint-Denis, perçus comme favorisés, difficiles (ZUS) et intermédiaires (hors ZUS), et s'est effectuée sur deux professions en tensions : serveur et cuisinier. De plus, pour mesurer au mieux l'effet du territoire indépendamment de l'origine des personnes, le testing a présenté des candidats à prénom et patronyme suggérant qu'ils ne sont pas issus de l'immigration.

L'étude présente également les résultats des travaux antérieurs réalisés en France avec des méthodes analogues et analyse ses résultats en termes de conséquences sur les politiques publiques.

http://www.onzus.fr/uploads/media_items/document-onzus-n-4.original.pdf

CGET, **Combattre les inégalités femmes-hommes dans les territoires fragiles**, in *En Bref* n°6, octobre 2015, 4 p.

Résumé : Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les espaces très peu denses, l'accès des femmes à l'emploi reste difficile. C'est pourquoi le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a fait de l'égalité femmes-hommes une priorité transversale notamment en matière d'éducation, de formation et d'emploi. Ce numéro d'En Bref permet de prendre la mesure des inégalités femmes-hommes et présente les moyens mobilisables par les différents acteurs, publics et privés, pour mieux les combattre. (Source : éditeur)

<http://www.cget.gouv.fr/sites/default/files/pdf/actualite/464/bref-06-cget-10-2015.pdf>

CGET, **Guide méthodologique et cas pratiques : Prévention et lutte contre les discriminations dans les contrats de ville**, 2015, 165 p.

Résumé : La lutte contre les discriminations constitue un des axes des contrats de ville pour combattre les inégalités. Ce guide propose des clés pour l'évaluation des actions de prévention et de lutte contre les discriminations liées à l'origine et des actions d'accès aux droits. La deuxième partie de l'ouvrage présente des actions concrètes. Il est le fruit d'une collaboration entre les services de l'État, les Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, du Défenseur des droits et des partenaires associatifs.

http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cget_discriminations_pap.pdf

CR DSU, **Déclarer n'est pas lutter : contre les discriminations, place à l'action !** in *Les cahiers du Développement Social Urbain*, n° 61, Premier semestre 2015.

Résumé : La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 fait de la lutte contre les discriminations l'un des objectifs prioritaires que doit viser la politique de la ville. L'actualité récente des événements de janvier 2015 a donné lieu, notamment dans les médias, à des amalgames « dangereux » entre les questions du vivre ensemble, de citoyenneté et de laïcité avec les phénomènes de radicalisation et le terrorisme. À nouveau, la politique de la ville est questionnée, voire accusée, comme si elle pouvait, à elle seule, résoudre des problèmes de société qui dépassent largement son champ de compétence. Il paraît donc important de poser le plus sereinement possible les termes du débat et de s'interroger sur ce que peut réellement dire et faire la politique de la ville sur ces questions, en tirant un fil, celui de la lutte contre les discriminations qui fait partie intégrante de ses objets et missions.

L'objectif de ce numéro est d'apporter un outillage aux acteurs de la politique de la ville sur les principes d'égalité et de non-discrimination. Il vise plus précisément à décrypter les réalités et les enjeux, à présenter des expériences en Rhône-Alpes en matière de prévention et de lutte contre les

discriminations, à identifier les points de blocage et les leviers dans la mise en œuvre des actions, et à créer du débat autour de ces questions.

CREDOC, BIGOT Régis, HOIBIAN Sandra, MÜLLER Jörg, **Evolution du regard sur les quartiers «sensibles» et les discriminations entre 2009 et 2014**, Paris, Crédoc, avril 2015

Résumé : Ce document présente les résultats d'une partie de l'enquête « Conditions de vie et les aspirations des Français » du CREDOC début 2014. A la demande de l'ACSE, des questions ont été insérées dans l'enquête. Ces questions peuvent être comparées aux résultats d'une enquête réalisée en 2009. Le présent rapport présente trois thèmes : Les préoccupations de l'opinion publique vis-à-vis de plusieurs questions sociétales : la pauvreté, l'insécurité, les quartiers « sensibles », l'intégration des immigrés en France, etc, le regard porté sur les quartiers dits « sensibles » et l'état de l'opinion vis-à-vis des discriminations. En 2014, 78% de nos concitoyens se disent préoccupés par ce sujet. Dans le même temps, le regard que portent nos concitoyens sur les quartiers sensibles s'est durci et enfin 85% des français se préoccupent du problème des discriminations.

<http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R322.pdf>

Le Défenseur des droits, **Prévenir les discriminations et garantir l'égalité ? Gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales – Méthode d'autoévaluation**, 2013, 30 p.

Résumé : Ce guide s'adresse aux employeurs publics plus particulièrement aux élus et techniciens et partenaires (centre de gestion, CNFPT...) investis dans le processus décisionnel. Il est construit comme un outil d'autoévaluation des pratiques et dispositifs mis en œuvre par les collectivités. Il leur permet d'évaluer l'état d'avancement de leurs politiques de gestion des ressources humaines (recrutement, gestion des carrières et rémunérations) afin de faire évoluer leurs pratiques vers une égalité effective dans leurs recrutements et la carrière de leurs agents.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_gui_20130101_discriminations_rh_ct.pdf

Le Défenseur des droits, L'Organisation internationale du travail pour la France, **Baromètre de la perception des discriminations au travail : regard croisé salariés du privé et agents de la fonction publique**, Paris, CSA, janvier 2012, 58 p.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/upload/barometre_oit_-_etude_-_discriminations_a_lemploi.pdf

DOYTCHEVA Milena, **Une discrimination positive à la française ? Ethnicité et territoire dans les politiques de la ville**, Paris, La Découverte, septembre 2007, 228 p. (Alternatives sociales)

Résumé : Cet ouvrage traite de la discrimination positive dans les espaces ainsi que la lutte contre la discrimination et le soutien des organismes publics. A travers cette enquête de terrain socio-historique sur une période de vingt ans, l'auteur nous montre comment les politiques de la ville ont créé des zones sensibles dans notre pays. Ce qui a donné naissance à la discrimination positive territoriale. La nécessité de reconnaître la diversité de la société demande un comportement différent de l'État. Il faut gérer l'ethnicité et le territoire. L'Etat avec ce concept récent peut garder alors sa neutralité et préserver son principe républicain.

DOYTCHEVA Milena, **Le multiculturalisme**, Paris, La Découverte, 2005, 128 p. (Repères)

Résumé : "Sous des formes et à des échelles différentes, on observe aujourd'hui le développement de phénomènes d'affirmation identitaire, de demandes de reconnaissance des identités culturelles". C'est en partant de cette observation que l'auteure dresse une synthèse de la notion de multiculturalisme. Elle revient sur l'histoire de ce concept et sur ses formes dans divers pays avant de tenter une explication plus générale en lien avec la mondialisation.

Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), **Rapport n°2014-06-19 - EGALiTER "Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés"**, Paris, HCEfh, 2014, p. 286.

Résumé : Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) a remis en juin 2014 un rapport "Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés" à Mme la ministre des droits des femmes, de la jeunesse et des sports. Le rapport revient sur le fait que les femmes en situation de précarité sont les premières confrontées aux difficultés rencontrées dans les territoires politique de la ville et ruraux fragilisés. Il propose des outils pratiques pour les acteurs et actrices et formule des recommandations à partir de trois priorités : emploi des femmes, espace public, citoyenneté et violences et accès aux

droits et aux services. Le rapport propose une démarche globale dite EGALITER pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politique d'égalité. Elle repose sur six piliers : le portage politique, la formation des acteurs et actrices, le ciblage des crédits en direction des femmes, la garantie de déclinaison territoriales, de coordination et d'animation de la démarche, l'innovation sociale et l'expérimentation dans les territoires et l'évaluation.

http://haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/haut-conseil-egalite.gouv.frimgpdfhcefh_rap_egaliter_vf.pdf

Institut Montaigne, **Dix ans de politiques de diversité : quel bilan?** Paris, Institut Montaigne, 2014, 112 p.

http://www.institutmontaigne.org/res/files/publications/rapport_politique%20de_diversit%C3%A9_institut_montaigne.pdf

MARTIN Virginie, NAVES Marie-Cécile, **Talents gâchés : le coût de la discrimination**, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2015, 176 p.

OKBA Mahrez, **Jeunes immigrés et jeunes descendants d'immigrés. Une première insertion sur le marché du travail plus difficile en particulier pour ceux qui résident en Zus**, in *Dares Analyses*, n° 74, sept. 2014

Résumé : La Dares publie une étude issue de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) menée en 2008. Les jeunes âgés de 18 à 29 ans immigrés ou descendants d'immigrés rencontrent plus de difficultés d'insertion à la fin de leur étude que les autres. Ils se retrouvent plus souvent en période de chômage ou en inactivité que les jeunes non issus de l'immigration. L'étude montre également que lorsque ces jeunes habitent en Zus, les difficultés sont d'autant plus importantes et le sentiment d'avoir subi une discrimination liée à l'emploi est encore plus prégnant.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-074.pdf>

PAUGAM Serge (dir.), Équipe de recherche sur les inégalités sociales (ERIS), **L'intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux**, Paris : Presses Universitaires de France, 2014, 512 p., (Le Lien social) .

Résumé : "La notion d'intégration est omniprésente dans le débat social. Elle permet à la fois de penser les institutions, les normes et les politiques qui assurent la régulation sociale et d'analyser les phases du processus au cours duquel les individus parviennent à participer à des groupes déterminés et à la société dans son ensemble.

L'objectif de ce livre est d'interroger le système social dans sa globalité en partant des différents types de liens sociaux (filiation, participation élective, participation organique et citoyenneté) qui attachent les individus entre eux et à la société.

Sa problématique repose sur l'hypothèse que l'intégration est fondamentalement inégale en raison de la fragilité intrinsèque de ces liens sociaux et de la fragilisation poussée de leur entrecroisement. Pour en faire la démonstration, il interroge, d'une part, la transformation du système normatif qui encadre ces liens et, d'autre part, à partir de nombreux exemples, les obstacles réels auxquels sont confrontés les différents groupes sociaux pour s'y conformer. Il débouche sur une typologie qui permet de comparer les différents paliers de l'intégration et, par conséquent, les inégalités structurelles à l'origine des tensions sociales actuelles." (Présentation éditeur)

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **La prévention et la lutte contre les discriminations dans les contrats de ville**, juin 2015, 12 p.

Résumé : Le Réseau RECI propose, par le biais de cette note, des apports méthodologiques visant la prise en compte de la dimension prévention et lutte contre les discriminations dans les nouveaux contrats de ville. En effet, depuis 2006, le Réseau RECI effectue un travail de capitalisation des expériences de collectivités engagées dans la prévention et la lutte contre les discriminations. Cette note s'inscrit dans le prolongement de ces travaux à des fins d'outillage des contrats de ville 2015 – 2020.

<http://reseau-eci.org/la-prevention-et-la-lutte-contre-les-discriminations-dans-les-contrats-de-ville/>

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **Prévention des discriminations & collectivités. Initier, mobiliser, pérenniser. Séminaire national 2012**, 2013, 56 p.

Résumé : Cette publication est le fruit d'un travail de réflexion initié par le Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI) afin de mieux comprendre les évolutions des politiques locales de prévention et de lutte contre les discriminations. Son objectif est de permettre aux acteurs

de disposer de ressources et d'éléments de connaissance pour initier des démarches visant l'égalité et la non-discrimination et répondre ainsi aux impératifs des politiques publiques dans ce domaine. L'organisation d'un séminaire national, le 22 novembre 2012, a fait suite à la réalisation d'une étude menée à partir d'entretiens auprès de collectivités. Elle avait permis d'identifier les blocages et les leviers à la mise en œuvre d'actions effectives de prévention et de lutte contre les discriminations à l'échelle des territoires communaux (approches institutionnelles, initiatives associatives, mise en réseau, logiques partenariales, etc.).

Devant la nécessité de redonner la parole aux politiques et aux acteurs locaux, cette contribution collective constitue une étape dans la redéfinition d'une politique volontariste qui implique le local et le national. Elle prône une approche non pas transversale des discriminations, mais une « logique intégrée ». Il s'agit en effet de faire en sorte que la non-discrimination structure toute action publique et se décline dans tous les domaines.

Au sommaire de cette publication : la synthèse du séminaire « Prévention des discriminations et collectivités : initier, mobiliser, pérenniser » organisé en novembre 2012 ; une note de cadrage « Prévention des discriminations et politiques locales » ; des ressources bibliographiques.

http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2013/06/reseau_reci_actes_seminaire_prevention_discriminations_collectivites.pdf

SCHNAPPER Dominique, **Qu'est-ce que l'intégration ?** Paris : Gallimard, 2007, 240 p.

Résumé : Cet ouvrage analyse le concept d'intégration, qui porte à la fois sur l'intégration des individus à la société et sur l'intégration de la société dans son ensemble. C'est un terme particulièrement ambigu car il appartient à la fois au langage politique et à celui de la sociologie. L'auteur revient sur la tradition de la pensée sociologique dans ce domaine. Puis il aborde l'intégration des migrants et de leurs descendants à la "Société Nationale". Pour finir, il traite de l'intégration de la "Société Nationale", c'est-à-dire à la manière de faire participer tous les membres de cette société à la vie collective.

• Des territoires en action(s)

Altidem, **Capitalisation et évaluation des plans territoriaux de lutte contre les discriminations**, Paris, Altidem, janvier 2011, 70 p.

CR DSU, **Lutte contre les discriminations : Quelles conditions de réussite pour la conduite d'une démarche locale ? Synthèse des ateliers permanents octobre 2007-mars 2008**, in *Les échos... des ateliers permanents du CR DSU*, n° 3, septembre 2008, 19 p.

Résumé : Le Centre de ressources a réuni des acteurs de Politique de la ville pour travailler la question : "Comment impulser et conduire un programme d'action local en matière de prévention et de lutte contre les discriminations ?". 6 ateliers d'échanges des pratiques ont permis d'aboutir à une grille de références de base pour la réussite d'un projet local. Le cheminement est passé de quelques définitions et rappels historiques de la discrimination, à la comparaison des modèles français évoluant de l'intégration à la discrimination positive, avec le modèle d'égalité stricto sensu, ainsi que par des jeux de rôles pour mieux comprendre les enjeux de négociation pour la mise en place d'une politique locale dans ce domaine.

http://www.crdsu.org/c_9_25_Publication_641_1_Lutte_contre_les_discriminations_Quelles_conditions_de_reussite_pour_la_conduite_d_une_demarche_locale_.html

Ville de Paris, **Mieux comprendre les discriminations par les pratiques - actes du séminaire «référentiel qualité » - 14 février 2013**

<http://www.paris19contrelesdiscriminations.fr/wp-content/uploads/2014/02/LCDE-actes-referentiel-qualite-2013.pdf>

○ Exemples d'actions

Ville d'Aubervilliers, publication « **La Gazette de l'égalité** » #1, mars 2012, 11 p.

http://urbanisme.unicode.fr/servlet/com.univ.collaboratif.util.LectureFichiergw?ID_FICHER=1259768717147

Plan local de prévention et lutte contre les discriminations d'Aubervilliers

<http://www.egaliteeniledefrance.fr/plan-local-prevention-lutte-contre-discriminations-aubervilliers>

Comité de veille et d'action contre les discriminations et pour l'égalité (CODABE) de Bordeaux

http://www.bordeaux.fr/ebx/pgFicheOrga.psm!/?_nfpb=true&_pageLabel=pgFicheOrga&classofcontent=organisme&id=7674

Plan d'actions de la ville de Brest et de Brest métropole Océane pour l'égalité entre les femmes et les hommes

http://www.afccre.org/sites/default/files/bonne_pratique/planactionsegalite-hf-brest-metropole-oceane.pdf

Plan départemental de prévention et de lutte contre les discriminations 2011-2014 de l'Essonne

http://www.essonne.fr/uploads/tx_egestiondoc/brochure-PDLCD_01.pdf

Fascicule « **Mes compétences d'abord** » de la Mairie de Paris

<http://api-site-cdn.paris.fr/images/71158>

Fascicule « **Recruter sans discriminer** » de la Mairie de Paris

<http://api-site-cdn.paris.fr/images/71159>

Région Pays de la Loire, **Engagement régional pour l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations 2012-2016**, mars 2012, 102 p.

http://www.paysdelaloire.fr/uploads/tx_oxcsnewsfiles/version_illustree_DISCRI_BD_1_.pdf

Plan rennais de lutte contre les discriminations

<http://www.egalite-rennes.fr/wp-content/uploads/2012/02/PLCD-8juin092.pdf>

Plan rouennais d'actions égalité homme/femme 2013-2015

http://www.rouen.fr/sites/default/files/plan_action_egal_hf_13.pdf

Site internet dédié à la lutte contre les discriminations de la ville de Toulouse

<http://nondiscrimination.toulouse.fr/index.php?>

Guide pratique de l'égalité et de la non-discrimination au travail de la ville de Villeurbanne

http://www.egalitecontreracisme.fr/sites/default/files/atoms/files/guide_pratique_de_legalite_et_de_la_non-discrimination_au_travail_villeurbanne_0.pdf

- « **Accompagner les personnes victimes de discrimination : une responsabilité pour rendre effectif l'accès au(x) droit(s)** »

Collectif, **10 conseils pour lutter contre les discriminations sur le territoire de la commune**, in *Courrier des Maires et des élus locaux*, n° 213, mai 2008, pp. 54-58

Résumé : Le "Courrier des maires et des élus locaux" propose, avec le concours de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE), dix conseils pratiques pour lutter contre les discriminations sur le territoire de la commune. Les collectivités locales ont un rôle à jouer dans tous les domaines de discrimination : accès au logement, accessibilité de la voirie et des lieux publics, accès à l'école, etc.

http://halde.defenseurdesdroits.fr/IMG/pdf/54_PRAT_10Conseils.pdf

Le Défenseur des droits, **L'accès aux droits : construire l'égalité. Actes du colloque organisé par le Défenseur des droits**, Lundi 2 décembre 2013, Paris, Le Défenseur des droits, 88 p.
https://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/actes_du_colloque_acces_aux_droits_-_140619.pdf

NARCIK Bartłomiej, BOGALSKA-MARTIN Ewa, NAVARRO Oscar, PREVERT Aline, **Parcours institutionnels de victimes de discriminations**, Grenoble, Pacte, septembre 2012, 186 p.

Résumé : Cette recherche a été subventionnée par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE). Elle se concentre sur l'analyse des parcours de victimes de discriminations auprès des institutions qui reçoivent et traitent leurs plaintes. Cette étude porte sur 3 objets clairement identifiés : les itinéraires institutionnels des plaintes déposées par les victimes déclarées, la mobilisation et l'usage de l'offre publique en matière de lutte contre les discriminations et les parcours bibliographiques des victimes de discriminations. Le croisement de 3 objets permettra de mettre en exergue l'identification et la compréhension des modes de recours aux dispositifs de lutte contre les discriminations. Elle explorera également la thématique du non-recours comme dimension observable lors de traitements réservés aux demandes des victimes.

www.lacse.fr/wps/wcm/connect/d8f4b6004e30a371aa13aad921badb2a/Rapport_Final_Parcours_institutionnels_de_victimes_de_discriminations_PACTE-IEP_Grenoble_Septembre_2012.pdf?MOD=AJPERES

NOËL Olivier, **La lutte contre les discriminations à l'épreuve du temps et des territoires. Rôle des élu(e)s locaux, place des victimes et configuration d'actions locales**, in *Discriminations et territoires – la mobilisation des acteurs locaux*, Réseau RECI, septembre 2009, pp. 27-36
<http://www.reseau-reci.org/IMG/pdf/MISE-EN-PAGE-VERSION-IMPRIMEUR-FINALE.pdf>

PESSAQUE Bérengère, ORIV, **Etat des lieux des pratiques d'accompagnement des victimes de discriminations et de leurs accès aux droits en Alsace - Dossier Thématique**, septembre 2011, 45 p.

Résumé : L'accès aux droits et l'accompagnement des victimes est un enjeu central du dispositif de prévention et de lutte contre les discriminations. Un dispositif juridique solide s'est progressivement construit permettant aux personnes de faire valoir leurs droits et de se protéger contre ce délit. Pourtant des limites demeurent dans la pratique, et un certain nombre d'enjeux sont récurrents : un faible nombre de plaintes qui aboutissent, la difficulté de la preuve, la polysémie des expressions "victimes, accès aux droits".

Ce dossier thématique présente un état des lieux réalisé auprès d'une dizaine de structures alsaciennes agissant auprès de publics se définissant ou pouvant être identifiés comme victimes afin de connaître plus finement ce que recouvrent leurs pratiques d'accompagnement, les atouts et les difficultés rencontrées sur le terrain dans le cadre de ces démarches. Sur le plus long terme, il s'agit par ce travail de contribuer à améliorer l'accompagnement en direction des personnes confrontées à l'expérience discriminatoire et leur accès aux droits.

http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_dossier_thematique_etat_lieux_victimes_discriminations1.pdf

- « Décrypter le système d'acteurs : identifier des alliés pour construire une stratégie »

Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé), **Prévenir et lutter contre les discriminations : quel rôle pour les élu(e)s des collectivités territoriales ?** juin 2009, 14 p.

Résumé : Ce document pose huit questions pour permettre aux collectivités locales d'engager, de prolonger ou d'intensifier leur action dans la prévention et la lutte contre les discriminations. Il a été réalisé par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), Villes et Banlieues (AMVBF), l'Association des régions de France (ARF), l'Association des maires de France (AMF), l'Assemblée des départements de France (ADF) et l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'Acsé). Ils ont souhaité produire ce document de mobilisation, à destination de tous les élu(e)s locaux des communes, des conseils généraux, des conseils régionaux, qu'ils soient responsables d'exécutifs, spécifiquement chargés de la lutte contre les discriminations ou investis d'autres délégations.

http://www.amf.asso.fr/images/upload_editeur/plaquette_discriminations_elus.pdf

Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé), **Prévenir et lutter contre les discriminations : quel rôle pour les services de l'Etat ?** 2009, 10 p.
http://www.crdsu.org/Datas/File/DT_Discrim/Guide_LCD_etat_acse.pdf

Collectif, **Prévenir les discriminations : territoriaux, nous agissons**, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), mai 2015, 15 p.

Résumé : Ce livret thématique rappelle dans un premier temps le rôle que tiennent les collectivités territoriales dans la prévention des discriminations et propose des initiatives clés menées par des collectivités et des acteurs sur le terrain.

Le CNFPT peut accompagner des collectivités dans leur démarche antidiscrimination : plusieurs dispositifs co-construits avec le CNFPT et des collectivités sont ainsi présentés.

Enfin, ce livret revient sur l'offre interculturelle du CNFPT et sur sa politique de recrutement, vouée à garantir une égalité de traitement entre tous les candidats.

<http://www.cnfpt.fr/content/lutte-contre-discriminations-0?gl=NjliOGJkMzI>

Collectif, **L'égalité professionnelle femmes-hommes : territoriaux, nous agissons**. Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), juin 2014, 15 p.

<http://www.cnfpt.fr/content/egalite-femmes-hommes-0?gl=NjliOGJkMzI>

JASMIN Nadine, **Les mairies au défi des politiques d'égalité**, Paris, L'Harmattan, 2014, 214 p.
(Questions contemporaines)

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **Discriminations et territoires. La mobilisation des acteurs locaux**, 2009, 45 p.

Résumé : Ce document présente les différents éléments d'une démarche, intitulée "Discriminations et territoires", qui s'est déroulée en 2007-2008. Cette démarche visait l'analyse et la capitalisation d'expériences visant la prévention ou la lutte contre les discriminations et mobilisant plusieurs acteurs d'un territoire. 40 initiatives territorialisées de lutte contre les discriminations ont été analysées. Ces éléments d'analyse ont ensuite été mis en débat et enrichis au cours d'un séminaire national organisé le 28 novembre 2008 à Paris. Un certain nombre de pistes d'actions ont émergé à cette occasion.

Au sommaire : "Agir localement contre les discriminations. Le rôle des élu(e)s, de l'Etat et de la société civile", synthèse du séminaire national du 28 novembre 2008 organisé avec l'association des maires Ville et Banlieue de France ; "La lutte contre les discriminations à l'épreuve du temps et des territoires. Rôle des élu(e)s locaux, place des victimes et configurations d'actions locales", étude d'Olivier Noël avec la collaboration de Suzana Dukic.

http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2013/06/Discriminations-et-territoires_La-mobilisation-des-acteurs-locaux_2009.pdf

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **Elu-e-s et prévention des discriminations – Note du RECI**, novembre 2006, 22 p.

Résumé : Cette note a été élaborée à partir des expériences et des connaissances des associations membres du réseau Reci, sur le thème de la Lutte contre les Discriminations, comme élément d'action pour les élu(e)s politiques. Elle veut montrer en quoi ces derniers sont éminemment concernés par cette démarche, surtout au niveau local, afin de contribuer à corriger les inégalités constatées.

Quelques rappels de définitions du concept de discrimination ainsi que le cadre juridique existant sont présentés en introduction, puis l'ensemble des problématiques posées est ponctué de témoignages d'élu(e)s. Depuis 1998, la prise en compte de la Lutte contre les Discriminations par les politiques publiques ont conduit à la mise en place de plans territoriaux. Il reste toutefois des difficultés encore notables quant à la mise en œuvre d'actions et l'élaboration d'outils, la question du temps n'étant pas négligeable. Bien que des initiatives existent du côté des partis politiques, associations de représentants politiques (maires, régions) et élu(e)s, celles-ci émanent toutefois plus de la volonté de quelques personnes que de l'ensemble des acteurs. Or, la Lutte contre les Discriminations suppose une appropriation collective par les acteurs institutionnels car il s'agit bien d'une remise en question de l'organisation de la société, au nom de la cohésion sociale et de l'égalité. Pour cela, un réel accompagnement et une sensibilisation des élu(e)s sont les conditions d'un véritable positionnement anti-discriminatoire dans tous les domaines de la vie sociale. Un autre soutien aux élus consiste à repérer les actions déjà entreprises et les outils déjà existants. Une bibliographie d'outils et des sites de références termine la note.

<http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2013/06/Agir-contre-les-discriminations-lengagement-des-%C3%A9lus-et-des-collectivites-%C3%A9s-territoriales.pdf>

- **« Rendre concrète l'approche intégrée : la lutte contre les discriminations au fil de l'action »**

ARNOULET Emilie, Coordinatrice, **Approche transversale, quels enjeux, limites et méthodes ?** in *Formation et territoire*, n°15, décembre 2013, 74 p.

Résumé : Ce numéro réunit les contributions d'acteurs et d'actrices investis au niveau national ou régional (Champagne-Ardenne) portant sur tous les aspects du développement des politiques publiques transversales, notamment celles en lien avec la formation professionnelle, l'insertion, l'orientation ou la lutte contre les discriminations. Ils s'interrogent sur les spécificités des politiques transversales, sur les obstacles ou problèmes auxquels elles peuvent se heurter, ou encore sur les compétences, ressources ou postures professionnelles particulières qu'elles mobilisent.

http://actus.arifor.fr/upload/file/F&T_15-BD.pdf

CEDIEY Cédric, **“Action positive” et “approche intégrée” deux approches opposées ?** in *Les Cahiers du CR•DSU*, n° 39, hiver 2003-2004, pp. 34-35

http://www.crdsu.org/f663_Action_positive_et_approche_integree_Deux_approches_opposees_Les_cahiers_du_DSU_n_39_hiver_2003_2004.pdf

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Cadre de référence "égalité femmes/hommes" dans les contrats de ville de nouvelle génération**, Paris, CGET, 2014, 17 p.

Résumé : Le cadre de référence égalité femmes/hommes, rédigé par le Commissariat à l'égalité des territoires (CGET), s'inscrit dans le contexte de la mise en œuvre de la nouvelle contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales et identifie des éléments de méthode et des outils qui permettront d'impulser une politique ambitieuse de promotion de l'égalité femmes-hommes au plus près du terrain. Il rappelle que l'égalité entre les femmes et les hommes est un droit fondamental. Il encourage une approche intégrée de l'égalité dans l'élaboration des nouveaux contrats de ville (mise en place de données sexuées pour objectiver les situations, élaboration évaluation d'un plan d'actions). Des exemples viennent alimenter la réflexion.

http://i.ville.gouv.fr/index.php/download_file/5557/10066

CGET, **Nouveau cadre de référence de la lutte contre les discriminations au sein de la politique de la ville : les enjeux de la nouvelle contractualisation**, Paris, CGET, 2014, 28 p.

Résumé : Le nouveau cadre de référence proposé par le Commissariat à l'égalité des territoires, sur la lutte contre les discriminations rappelle que la discrimination est un délit. Il s'agira de promouvoir une politique territorialisée de prévention des discriminations au sein du futur contrat de ville, dans l'objectif de garantir l'égalité de traitement de tous les habitants. Elle devra donc être intégrée dans les projets de territoire, et à terme, chaque contrat de ville devra disposer d'un plan territorial de lutte contre les discriminations. Il préconise de s'appuyer sur une approche intégrée pour garantir la mise en œuvre de cette politique de lutte contre les discriminations. Il rappelle également le rôle de chacun des différents niveaux territoriaux. Quatre fiches outils viennent compléter le document.

http://i.ville.gouv.fr/index.php/download_file/5556/10065

MAFFESSOLI Murielle, ORIV, **Pour une approche intégrée de l'égalité dans les contrats de ville**, in *Actualités sur... L'intégration, la promotion de l'égalité et la ville*, n° 94, juillet-septembre 2014

Résumé : Plus que jamais les politiques publiques mettent en avant un objectif de renforcement de l'égalité. La politique de la ville, à travers notamment la mise en œuvre des contrats de ville, est l'une des politiques publiques qui porte de manière transversale l'enjeu d'un retour à une égalité entre les territoires. Conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements, elle vise à assurer l'égalité entre les territoires, réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines, améliorer les conditions de vie de leurs habitants et donc agir pour permettre l'accès aux droits pour tous. Pour autant, en dépit des efforts menés et des actions initiées, les effets continuent à se faire attendre.

http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_quatre_vingt_quatorze1.pdf

- « S'appuyer sur la participation citoyenne : ouvrir de nouvelles voies pour la lutte contre les discriminations »

BACQUE Marie-Hélène, MECHMACHE Mohamed, **Pour une réforme radicale de la politique de la ville : ça ne se fera plus sans nous : Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires**, Paris, juillet 2013, 97 p.

Résumé : Les auteurs ont été missionnés en janvier 2013 par François LAMY, ministre délégué à la ville, pour faire des propositions sur la participation citoyenne dans la (nouvelle) politique de la ville. Ils ont remis le rapport au ministre le 8 juillet 2013.

Ce rapport a été construit dans une optique collaborative, à partir d'échanges et d'auditions d'acteurs (responsables associatifs, élus locaux, professionnels, chercheurs). Il s'organise autour de trois grandes parties : le constat de la participation dans la politique de la ville, la stratégie proposée correspondant à une politique "d'empowerment" à la française et les six types de propositions concrètes préconisées.

<http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-participation-habitants.pdf>

BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole, **L'empowerment, une pratique émancipatrice ?** Paris, La Découverte, 2013, 175 p.

Résumé : Cet ouvrage propose une lecture à la fois pédagogique et engagée de la notion d'empowerment. Cette notion - difficilement traduisible en français - articule à la fois la dimension du pouvoir et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Les deux auteurs ont exploré un important corpus de textes professionnels, politico-administratifs et académiques, des entretiens avec des professionnels et universitaires et des recherches dans des archives de la presse américaine. Cette enquête leur permet de proposer une lecture des différentes mobilisations de la notion d'empowerment en posant les enjeux qui accompagnent son introduction et sa diffusion dans plusieurs continents et différents champs : intervention sociale, développement international en faveur des femmes marqué par la pensée féministe, politiques urbaines et économiques. Issues de champs thématiques différents, les deux auteures étudient in fine les conditions d'un retour à l'empowerment comme un outil de transformation sociale.

CARREL Marion, **Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires**, Lyon, ENS Editions, 2013, 270 p.

Résumé : Etre pauvre, étranger, femme et vivre dans un quartier dit sensible, est-ce antinomique avec l'exercice de la citoyenneté ? Face aux deux courants actuels que sont l'injonction participative (et donc la demande aux pauvres de se comporter en citoyen responsable), et l'opportunité d'un empowerment des pauvres (et donc l'émancipation sociale et politique), Marion Carrel croise, dans cet ouvrage, plusieurs courants théoriques, thématiques de recherche et terrains d'enquête afin de mettre en lumière les conditions d'émergence, les formes concrètes d'organisation et les conséquences à la fois de l'injonction participative et de l'empowerment dans les quartiers d'habitat social en politique de la ville. Cet ouvrage est illustré de cas concrets vécus par les habitants des quartiers.

Une première partie redéfinit les contours de "l'injonction participative" en France : dans le cadre de la politique de la ville, les différentes positions dans le débat sur la participation, pauvreté et citoyenneté... Une deuxième partie s'attache aux obstacles de la participation et à la difficulté de mobiliser les habitants. Les leviers, méthodes et postures favorisant un retour du pouvoir d'agir voire d'un empowerment des pauvres sont abordés dans une quatrième et cinquième partie.

Institut Régional de la Ville (IREV), **Participation des habitants : de l'expression à la co-construction**, Lille, IREV (Repères pour Agir n°4), 2014, 87 p.

Résumé : En 2013, l'IREV a mené un atelier de qualification sur la participation et le pouvoir d'agir des habitants. Ces débats et cette réflexion collective ont été suivis d'une journée régionale le 2 juillet 2013. Cet ouvrage fait suite à l'ensemble de ces travaux et s'inscrit dans le contexte de la réforme de la politique de la ville, qui doit être « coconstruite avec les habitants » (cf. loi du 21 février). Il propose de retracer le cheminement de la participation des habitants, de l'étape de leur expression à celle de la co-construction mais aussi d'interroger les positionnements des organisations et institutions, de leurs élus et dirigeants, de leurs professionnels. Le processus est ainsi analysé afin de décrypter les points de blocage, d'évoquer les modes d'action, les conditions de réussite et les postures à adopter pour dépasser les freins identifiés et réussir la mobilisation des habitants des quartiers.

Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU), Amiens Métropole, **Les collectivités garantes de l'égalité de traitement dans la cité : mobiliser les ressources humaines et les services, développer le pouvoir d'agir des habitants**, Actes du séminaire, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), octobre 2012, 40 p.

<http://www.irdsu.net/irdsu/les-projets/les-groupes-de-travail-nationaux/egalite-de-traitement-prevention-lutte-les-discriminations/les-collectivites-garantes-de-legalite-de-traitement-les-actes-du-seminaire-damiens-en-texte-en-images/>

MAFFESSOLI Murielle, **Prendre en compte la parole des « discriminés » : un défi pour l'action**, in *Formation et territoire*, n°11, décembre 2006, pp.113-123

http://www.arifor.fr/IMG/pdf/formation_territoire_11.pdf

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **Paroles de discriminés**, 2006, 12 p.

Résumé : Après le rappel de la notion de discrimination, ainsi que les textes juridiques l'encadrant, cette note rappelle les difficultés pour la repérer dans la réalité. La difficulté est liée au fait que les discriminations raciales, par exemple, reposent sur des représentations, elle-même issues de l'histoire de l'immigration. La prise de conscience d'effets destructeurs de l'identité personnelle amène la société aujourd'hui à tenir ces pratiques pour un enjeu majeur de société. Des moyens sont déployés pour aider les personnes victimes. Quelques actions déjà menées sont ici décrites.

http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2013/06/Paroles_de_discrimines_dec2006.pdf

Pour aller plus loin :

- **Lutte contre les discriminations – généralités**

ARNOULET Emilie, Coordinatrice; VITEAU Julien, Coordinateur, **Les discriminations : comprendre, agir, accompagner**, in *Formation et territoire*, n°11, décembre 2006, 128 p.

Résumé : Ce n°11 de la revue *Formation et territoire* aborde les discriminations dans une double perspective d'action et de réflexion. La première partie, intitulée "comprendre" s'interroge sur les conditions et le sens de l'apparition de la discrimination. Les contributions de la seconde partie -"Agir"- détaillent des stratégies de lutte contre les discriminations en entreprises ou dans les services d'emploi et/ou d'accompagnement. Enfin la troisième partie -"accompagner"- concerne les victimes de discriminations.

http://www.arifor.fr/IMG/pdf/formation_territoire_11.pdf

AST Frédérique, DUARTE Bernadette, **Les discriminations religieuses en Europe : droit et pratiques**, L'Harmattan, 2012, 294 p.

BENBASSA Esther, LECERF Jean-René, **Rapport d'information relatif à la lutte contre les discriminations**, Paris, sénat, novembre 2014

Résumé : Ce rapport d'information pointe les problématiques relatives aux discriminations ethniques, raciales et religieuses. Les nombreuses auditions ont permis aux auteurs de dresser un état des lieux de l'arsenal juridique mobilisable en matière de lutte contre les discriminations. Ce constat et l'analyse qui en découle ont conduit les auteurs à faire plusieurs propositions autour de trois axes : mieux mesurer les discriminations en proposant d'introduire une fois tous les cinq ans, dans le recensement, une question sur le pays de naissance des ascendants et la nationalité antérieure ; conforter le cadre juridique en revenant sur les difficultés de la mobilisation du droit par les victimes ; améliorer la communication et l'information par le biais de la formation des acteurs, d'une meilleure connaissance du Défenseur des droits ou encore de l'enseignement laïc du fait religieux dans la scolarité.

<http://www.senat.fr/rap/r14-094/r14-0941.pdf>

BIHR Alain dir., PFEFFERKORN Roland dir., **Dictionnaire des inégalités**, Paris, Armand Colin, 2014

CEDIEY Eric, FORONI Fabrice, **Les discriminations à raison de " l'origine " dans les embauches en France : une enquête nationale par tests de discrimination selon la méthode du bureau international du travail**, Genève, Bureau international du Travail, 2007, 113p.

Résumé : Ce rapport présente les résultats d'une enquête par tests de discrimination réalisée de fin 2005 à mi-2006 en France. Elle était destinée à vérifier l'existence, étudier les caractéristiques et mesurer l'ampleur des discriminations à l'embauche, en fonction de l'origine. La DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère français de l'emploi et de la cohésion sociale) a mandaté le bureau international du travail (BIT) pour faire réaliser cette enquête, dont ISM-CORUM a mener les tests de discrimination, puis l'analyse des résultats. L'enquête a porté sur 6 villes de France : Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Paris et Strasbourg. Une première partie de ce rapport rappelle le cadre juridique des tests de discrimination, ainsi que des exemples d'enquêtes. Dans une deuxième partie sont présentées les données statistiques, nationales et locales, utiles à la spécification des marchés du travail qui ont été testés et à l'analyse de la situation, sur ces marchés, des jeunes gens dits "issus de l'immigration". La troisième partie expose les principes généraux et le protocole d'enquête précis de l'étude. Pour finir les résultats des tests de discrimination sont analysés. http://www.ismcorum.org/stock_images/actus/361/embauche-bit-ism-corum.pdf

Collectif, **Les minorités de la République : la discrimination au logement des jeunes générations d'origine immigrée**, La Dispute, 2006, 179p.

Collectif. **Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique – Edition 2014**, Direction Générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), septembre 2014, 292 p. http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/rapport_annuel/RA-egalite-2014.pdf

Collectif, **Politiques de lutte contre les discriminations**, in *Informations sociales*, n°148, juil-août 2008, 137 p.

Résumé : Ce numéro de la revue "Informations sociales", est consacré aux politiques de lutte contre les discriminations en France. Dans un premier temps, il revient sur la construction du concept de discrimination sur le plan législatif, mais également dans les discours de l'action publique depuis les années 1990. Ensuite, il interroge les dispositifs de lutte contre les discriminations et la manière dont les politiques publiques s'en sont saisies, à travers le concept de "discrimination positive" par exemple. Une dernière partie est consacrée à l'effectivité des politiques publiques dans ce domaine. <http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2008-4.htm>

Le Défenseur des droits, **Bilan annuel d'activité 2014**, Le Défenseur des droits, janv. 2015, 200 p.

Résumé : Le rapport d'activité 2014 du Défenseur des droits déclare que l'institution a reçu plus de 100 000 demandes d'intervention ou de conseils dont 73 463 dossiers de réclamations représentant près de 85 000 réclamants et 39 130 appels.

Dans le domaine de la lutte contre les discriminations, le Défenseur des droits a reçu 4535 réclamations soit une hausse de 23,46% par rapport à 2013. Le domaine de l'emploi figure toujours en tête avec 60% des réclamations et elles sont plus importantes dans le domaine privé (33,10%) que dans l'emploi public (26,90%). Les réclamations relatives à l'accès aux services publics sont en forte augmentation puisque elles étaient en 2013 de 8,8 % et en 2014 elles sont de 14,30% soit 62,5% de hausse. Le domaine du logement est toujours peu saisi et reste autour de 6%. L'origine reste toujours le principal motif de saisine (23,70%) suivi du handicap (20,80%), de l'état de santé (13,30%) et du sexe et de l'état de grossesse (13%).

La deuxième partie du rapport est consacrée aux actions de promotion de l'égalité, entendue comme une mission qui contribue à l'effectivité des droits et l'accès aux droits. Son action tend à faire évoluer les représentations et les pratiques en commandant des enquêtes ou études. Le bilan d'activité rapporte également son intervention auprès du gouvernement en termes de préconisation sur des évolutions législatives et réglementaires. L'action de promotion de l'institution s'étend aussi sur le plan international, notamment la collaboration avec ses homologues étrangers et le lien avec les institutions européennes. En effet, le Défenseur des droits agit sur l'évolution des pratiques et des représentations et sur l'évolution des textes. Et pour finir, il fait état de son réseau de délégués, véritable réseau de proximité développé sur toute la France.

www.defenseurdesdroits.fr/raa/ddd/BAA_2014-sinindex.pdf

Le Défenseur des droits, l'Organisation internationale du travail pour la France, **Baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi : enquête auprès des demandeurs d'emploi**, Paris, IFOP, 13 février 2015, 32 p.

http://www.ifop.com/media/poll/2939-1-study_file.pdf

FRANCK Cécile, HAMMAN Philippe, **Quelles mise en œuvre de la directive européenne contre les discriminations raciales ? Une comparaison France, Espagne, Royaume-Uni, Belgique**, De Boeck Supérieur, 2014, 283 p. (Ouvertures sociologiques)

LORCERIE Françoise coordination, **Action publique et discrimination ethnique**, in *Migrations Société*, vol. 22, n°131, septembre - octobre 2010, 264 p., bibliogr. 8 p.

Résumé : Ce dossier se propose d'analyser l'action de l'État, et notamment l'action publique (activité réglementaire et pratiques des agences publiques) sur deux aspects faisant l'actualité : le phénomène des discriminations ethniques d'une part et la constitution de minorités ethniques dans l'espace français d'autre part. Composé de quatre parties, ce dossier aborde successivement :

- la question des catégories ethniques ("nomade", "immigré", "Noir"...);
- la question des instruments de l'action publique en la matière (de la constitution d'un socle juridique sous l'impulsion de l'Union européenne aux espoirs portés par la création d'une autorité administrative indépendante, mais aussi sous l'angle des discriminations indirectes),
- le déploiement des politiques publiques et leurs freins (de la trop rare implication des collectivités locales aux difficultés d'inscrire la lutte contre la discrimination ethnique dans les politiques d'éducation);
- la question de la discrimination indirecte dans les services publics en se basant sur deux exemples (armée et école).

En conclusion, le coordonnateur du dossier aborde l'éthique professionnelle comme facteur explicatif des contrastes constatés.

NOËL Olivier, **Un consensus ambigu la lutte contre les discriminations raciales**, in Didier Fassin, *Les nouvelles frontières de la société française*, Bibliothèque de l'Iris, la Découverte, 2010, 599 p.

Résumé : Cet apport met en valeur des données rassemblées par le réseau RECI et des Centres de ressources politique de la ville. Celles-ci ont été utilisées par le chercheur pour alimenter une réflexion sur les effets du portage institutionnel et technocratique (appropriation locale) des politiques de lutte contre les discriminations.

VERSINI Dominique, **Rapport sur la diversité dans la fonction publique**, Ministère de la Fonction Publique, 2005, 107 p.

Résumé : Remis le 16 décembre 2004 à Renaud Dutreil, ministre de la Fonction publique, ce rapport de Dominique Versini dresse d'abord un état des lieux complet de la diversité au regard de l'emploi, au niveau national (études réalisées, initiatives du secteur privé et orientations ou décisions gouvernementales) puis au niveau de la fonction publique avec des éléments objectifs d'appréciation de la mesure de l'ascenseur social et de l'ampleur des discriminations. Pour cela, Dominique Versini s'est appuyé sur une étude effectuée en 2004 auprès de 38 000 personnes par deux chercheurs de l'Insee, sur le sexe, les origines sociales, et pour la première fois, les origines nationales de salariés du public et du privé. Au final, ce rapport préconise sept propositions, parmi lesquelles : promouvoir une charte de la diversité dans la fonction publique ; former et sensibiliser tous les cadres à la lutte contre les discriminations ; diversifier les dispositifs d'information, d'orientation et d'accompagnement en amont de l'entrée dans la fonction publique.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000632/0000.pdf>

IV. Politique de la ville – généralités

AVENEL Cyprien, **La Politique de la Ville en quête de réforme**, Article publié dans *laviedesidees.fr*, le 7 mai 2013

http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20130507_la_politique_de_la_ville_en_que_te_de_re_forme.pdf

Collectif, **Questions à la politique de la ville**, in *Urbanisme*, n° 380, septembre-octobre 2011, 98 p.

Résumé : La revue *Urbanisme* consacre un dossier spécial à la politique de la ville, à l'occasion des 30 ans de cette politique. Conçu en partenariat avec le Secrétariat général à la Ville, ce dossier revient sur en premier lieu sur l'histoire de cette politique (table ronde avec Hervé Masurel, secrétaire général à la Ville, Daniel Béhar, Sylvie Harburger, Thibault Tellier). Les directeurs des agences nationales, ACSE et ANRU, dont la création a bouleversé les modes d'intervention font le point sur leurs activités et perspectives notamment de coopération. La gouvernance de la politique de la ville est également largement abordée dans ce dossier, à travers les contributions de Cyprien Avenel (sociologue, auteur

de travaux récents pour l'ODAS), de François-Xavier Roussel qui pointe les convergences des conclusions de nombreux rapports consacrés à la politique de la ville et propose une synthèse du rapport des députés Goulard-Pupponi, de Michel Didier qui présente le dispositif des délégués du préfet, et de Noémie Houard qui interroge les contradictions des politiques publiques dans leurs effets sur le peuplement des quartiers. Le diagnostic et l'évaluation sont également abordés à travers les travaux de l'ONZUS et les techniques de l'information géographique. Les contributions d'experts français et étrangers apportent des éléments de comparaisons internationales (politiques de rénovation urbaine dans 8 villes européennes, politique de la ville en Grande-Bretagne et en France, politique européenne sur le développement urbain et les quartiers défavorisés). Enfin, dans un contre-point critique, Thomas Kirsbaum met en parallèle la politique de la ville française et le développement communautaire nord-américain.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/Urbanisme_politique_de_la_Ville.pdf

Ministère de l'égalité des territoires et du logement, Ministère délégué à la ville, **Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** ; NOR : VILX1315170. Version commentée de la loi : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/loi_commentee.pdf

V. Quelques sites ressources

Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET)

<http://cget.gouv.fr/>

Ministère de la Ville

<http://www.ville.gouv.fr/>

Le Défenseur des droits

<http://www.defenseurdesdroits.fr/>

Sur ce site vous trouverez un certain nombre d'outils réalisés par le Défenseur des droits : dépliants, fiches thématiques, guides... Un moteur de recherche permet de trouver des outils selon leur thématique.

Par exemple :

- Dépliant « **Combattre les discriminations** ». Octobre 2015
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/depliants/combattre-les-discriminations>
- Fiche thématique « **Égalité femmes-hommes** ». Décembre 2012, 6 p. :
http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_fic_egalite_femmes_hommes.pdf
- Fiche thématique « **Déconstruction des stéréotypes et préjugés** ». Décembre 2012, 5 p. :
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/fiches-thematiques/deconstruction-des-stereotypes-et-prejuges>
- **Guide pour une évaluation non discriminante des emplois à prédominance féminine**. Mars 2013, 132 p. : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/guides/guide-pour-une-evaluation-non-discriminante-des-emplois-predominance-feminine>
- **Guide Gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales : Prévenir les discriminations et garantir l'égalité ?** Janvier 2013, 29 p. :
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/guides/gestion-des-ressources-humaines-dans-les-collectivites-territoriales-prevenir>

INSET de Dunkerque, La lutte contre les discriminations dans les contrats de ville (pearltrees). Novembre 2015.

<http://www.pearltrees.com/insetdunkerque/lutte-discriminations-contrats/id15066219>

Plateforme Egalité contre le Racisme

<http://www.egalitecontreracisme.fr/>

Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports - « Tout sur l'élaboration des contrats de ville »

<http://www.ville.gouv.fr/?tout-sur-l-elaboration-des,437>

Les sites internet des structures membres du Réseau des Centres de ressources politique de la ville : <http://i.ville.gouv.fr/index.php/acteurs/2>

Panorama de presse de la politique de la ville : réalisé par le Réseau national des centres de ressources politique de la ville
<http://www.scoop.it/t/actu-politiquedelaville>

Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)
<http://www.reseau-reci.org>

Panorama de presse du réseau RECI
<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>

Le site Stop Discrimination du Ministère de la Justice
<http://stop-discrimination.gouv.fr/>